Nationalisme d'État, répression des minorités linguistiques et revendications identitaires

Le cas du macédonien dans la Grèce des années 1930 et 1940

State Nationalism, Repression of Linguistic Minorities and Identity Claims: the Case of the Macedonian Language in Greece during the 30' and 40'

Christina Alexopoulos

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/8554>

DOI : 10.4000/ceb.8554

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 978-2-85831-229-0

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Christina Alexopoulos, « Nationalisme d'État, répression des minorités linguistiques et revendications identitaires », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 43 | 2015, mis en ligne le 24 juillet 2017, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/8554> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.8554>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.

Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Nationalisme d'État, répression des minorités linguistiques et revendications identitaires

Le cas du macédonien dans la Grèce des années 1930 et 1940

State Nationalism, Repression of Linguistic Minorities and Identity Claims: the Case of the Macedonian Language in Greece during the 30' and 40'

Christina Alexopoulos

Introduction

- 1 Le cas du macédonien est particulièrement intéressant pour illustrer les tensions entre nationalismes naissants, politiques répressives et revendications identitaires dans les Balkans du XIX^e et du XX^e siècle. La complexité de la situation géopolitique et linguistique de la minorité macédonienne dans les années 1930 et 1940 est liée à l'héritage de la période ottomane et post-ottomane d'une région multiculturelle, devenue le théâtre de confrontation des différentes constructions nationales, entre antagonismes étatiques et construction du sentiment d'appartenance des populations concernées. Cette construction est à notre sens à entendre comme un phénomène de consolidation progressive d'une identité ; elle s'affirme face à l'impératif d'effectuer un positionnement identitaire, de s'affirmer en relation aux politiques des entités nationales environnantes, sur un mode exogène, lié à un contexte géopolitique marqué par des antagonismes, mais aussi, sur un mode endogène, lié aux aspirations propres à la communauté, pour préserver ou acquérir le droit de s'exprimer dans sa langue et de se déterminer en relation avec ses productions culturelles, notamment ses chants, danses et contes. L'identité nationale est à penser aussi en termes d'identification, de mouvement d'adhésion à un sentiment d'appartenance et de reconnaissance subjective dans une affiliation. Pour comprendre les enjeux politiques liés à la langue macédonienne, en tant qu'élément identitaire, à bannir ou à promouvoir, il est important de partir du constat qu'avant de devenir un outil de propagande, cette

langue dont l'enseignement fut tour à tour interdit, autorisé, voire même largement développé, puis à nouveau prohibé, constitua une réalité factuelle incontournable : une partie conséquente de la population de la partie grecque de la Macédoine était macédonophone, quand cette région fut rattachée à la Grèce et continua à l'être pour les décennies suivantes. Ce fait fut l'objet de différentes interprétations, allant du déni ou du démenti de la réalité à son appréhension sur le mode d'un danger national, en passant par différentes tentatives d'éradication du phénomène. Elle donna donc lieu à différentes politiques du côté du gouvernement grec, mais aussi du côté des forces politiques qui s'y opposèrent, notamment pendant les années 1930 et 1940, et qui appuyèrent le droit à l'autodétermination, à l'autonomie ou même, pendant une courte période, à l'indépendance du peuple macédonien. Enfin, les principaux intéressés, les Macédoniens macédonophones de Grèce ne sont pas absents des dispositifs mis en place pour ou contre la langue et la culture macédoniennes ; il importe de prendre en compte leur rôle face aux différentes pratiques politiques, mais aussi leurs propres initiatives à l'égard de l'enseignement et de la transmission du macédonien. Pour essayer de comprendre ce cas, entre répression étatique d'une minorité linguistique fortement implantée et présente sur le territoire de très longue date et différentes revendications de cette minorité, depuis le droit à sa langue et à sa culture, jusqu'au respect de ses droits civiques, en passant par des projets d'autonomisation, nous allons procéder en trois temps. D'abord, nous tenterons de retracer l'histoire de cette communauté dans une région multiethnique et pluri-civilisationnelle. Puis nous essaierons de mettre en tension le positionnement des forces issues de la résistance communiste, dans les années 1940, et la répression gouvernementale de la période précédente et suivante. Enfin, nous essaierons de montrer en quoi l'enseignement et la transmission du macédonien en Macédoine grecque restent tributaires de la question macédonienne qui continue par certains aspects à être pensée dans les termes des années 1930 et 1940, tandis que, par certains autres traits, elle réussit à mieux se dégager du nationalisme de l'État grec.

Contexte et héritage historiques

- 2 Dès le VI^e siècle de notre ère, on décèle la présence de populations et de langues slaves dans le territoire de la Grèce actuelle. À l'époque byzantine et dans les débuts de la période ottomane, interviennent une série de déplacements, de nouvelles arrivées et d'installations massives de populations. La Macédoine ottomane de la fin du XIX^e siècle comporte les vilayets de Salonique, d'Usküb et une partie du Kosovo. Elle est habitée par des chrétiens slavophones, grecophones, latinophones, des musulmans turcophones, albanophones, grecophones, des juifs romaniotes (de langue grecque), sépharades (de langue ladino), ashkénazes (de langue yiddish), des Roms. On y rencontre diverses combinaisons de religion et de langue. Les populations musulmanes (dont la majeure partie se sent liée à l'Empire ottoman) et chrétiennes sont de taille sensiblement identique¹. L'élément chrétien est majoritairement slavophone², mais en milieu urbain, le grec semble l'emporter sur le slave. La question de la langue acquiert une importance cruciale parce que peu avant la disparition de l'Empire ottoman, la Macédoine est au centre des rivalités qui opposent la Grèce et la Bulgarie, puis, à partir de 1889, la Serbie également, alors qu'apparaissent un nationalisme macédonien et un nationalisme albanais. Le Patriarcat œcuménique de Constantinople sous l'obédience duquel était placé le « Rum millet », à savoir toutes les populations chrétiennes de

Macédoine, est également impliqué dans le conflit dans la mesure où la langue de l'Église et de son administration est le grec. Rappelons à ce propos que la langue officielle de l'État est le turc ottoman qui, après 1908, deviendra obligatoire dans toutes les écoles. La construction d'une identité nationale au XIX^e siècle concerne en premier lieu les populations urbaines et l'élite sociale qui, à l'image de l'élite valaque, tendent d'abord à adopter l'identité grecque, socialement valorisée, le grec étant la langue du commerce, de l'enseignement et de l'Église. Dans les années 1860, la donne change radicalement après la création des premières écoles bulgares en Macédoine et l'implication de la Bulgarie dans un travail d'expansion culturelle pour rallier les populations locales. À la différence de la Roumanie dans son rapport aux Valaques, la Bulgarie, plus proche géographiquement, s'intéresse activement à l'incorporation des territoires et des populations de la Macédoine. La constitution d'une conscience nationale dans la population rurale est plus tardive et résulte d'un ensemble de facteurs très divers, allant de l'influence des choix des classes dominantes à la violence exercée par les bandes de rebelles grecs et bulgares opérant sur le territoire ottoman, en passant par des circonstances locales, des motifs familiaux ou personnels.

- 3 Progressivement apparaît d'abord dans les élites puis, dans une moindre mesure, dans le reste de la population une tendance à l'affirmation d'une identité nationale macédonienne autonome. Une première étape dans la construction identitaire moderne de la Macédoine est l'insurrection manquée d'Ilinden en 1903 et la République de Kruševo sous la houlette de l'ORIM³ (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne – en macédonien et en bulgare, VMRO), qui proclame la fraternité de tous les chrétiens contre l'État ottoman. Une seconde étape est à situer après 1908 avec l'indépendance de la Bulgarie. L'impact de la tendance bulgare, mais également de la tendance à l'autonomie, augmente au détriment de la tendance grecque, y compris dans les régions de l'actuelle Macédoine grecque. Le mouvement des Jeunes Turcs en 1908 met provisoirement un terme aux conflits qui opposent les représentants de chaque courant et qui plongent la région dans la violence des bandes armées, rivales ou ennemies.
- 4 Dans la concurrence qui s'exerce pour l'enseignement, les populations exarchistes reçoivent un enseignement en bulgare tandis que les populations patriarchistes (soumises à l'obédience du patriarcat) un enseignement en grec⁴. Cette division recoupe des différences sociales : une grande partie des bourgeois et des petits-bourgeois optent pour l'éducation grecque, par opposition à la population rurale qui a plus facilement accès à une langue qu'elle comprend relativement bien ainsi qu'à un système éducatif plus pratique pour elle. Il serait, de toute manière, abusif d'interpréter l'adhésion de la population rurale à l'un ou à l'autre des systèmes éducatifs comme un indice d'identité nationale. Il s'agit plutôt de tentatives de différents centres nationaux, notamment à travers la concurrence gréco-bulgare, de se rallier de gré ou de force une partie des populations slavophones locales. Les populations macédoniennes ont des parcours et des histoires différents. Au-delà de leur slavophonie, une bonne moitié des slavophones appartiennent à l'exarchat bulgare tandis que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, il est clairement question d'« helléniser » les populations concernées.
- 5 À cet égard, il est intéressant de signaler que les macédonophones de Macédoine sont les premières populations à avoir expérimenté les certificats de loyauté et le fichage policier au tout début du XX^e siècle⁵. Ainsi, en 1902, Dimitrios Fandridis, préfet de Larissa, propose de créer des services spéciaux de manière à contrôler les flux

migratoires des travailleurs saisonniers, des pratiques d'enregistrement des données personnelles s'appliquent donc aux saisonniers de Macédoine qui partent travailler dans les champs de Thessalie et qui, pour ne pas être molestés par les bandes armées qui sévissent dans la région, doivent être en mesure de fournir des « justificatifs » de loyauté. Le recours à ces certificats de loyauté classifiant les « nôtres » (et les opposant aux autres) est systématiquement utilisé à partir de 1913 pour ficher les Macédoniens (macédonophones) de Grèce utilisant les méthodes mises en œuvre dans ces fichiers spéciaux. Or, ces populations sont répertoriées et triées avant même de faire partie de l'État grec ! Ces documents sont investis de mentions, dont le sens peut échapper à leur possesseur et qui le classent de différentes manières selon son degré de fiabilité, telles que « il est des nôtres » (*hêmeteros*) ou « il est parmi les plus brillants des nôtres » (*ektôn lamprôn hêmeterôn*).

- 6 Par la suite, quand ces régions sont intégrées à la Grèce, pour jouir de la citoyenneté et des droits civiques grecs, il faut être en mesure de fournir des attestations de loyauté de la paroisse de son village ou de l'Archevêché. De même, dans cette région où la tradition initiatique de l'émigration masculine ou *petchalba*⁶ est largement pratiquée, la possibilité de retour pour les émigrés est conditionnée par la présence de certificats de loyauté que le Ministère des Affaires étrangères contrôle avant de leur livrer une autorisation de retour.
- 7 En 1912, la Macédoine, seul territoire balkanique resté possession de l'Empire ottoman est convoitée par les jeunes États balkaniques qui livrent, pour l'acquérir, la Première (1912-1913) et la Deuxième Guerre balkanique (entre juin et août 1913) : « Le 10 août 1913, suite à la signature du Traité de paix de Bucarest, la Macédoine est partagée en quatre parties : une partie revenant à la Grèce (51,38 %, 34 356 km², soit en 1919 : 1 042 000 habitants) : appelée Macédoine de l'Égée avec la ville de Salonique, une partie à la Bulgarie appelée : Macédoine du Pirin ou de la Struma (10,1 %, 6 798 km² soit 236 000 habitants en 1919) une partie à la Serbie : appelée Macédoine du Vardar (38,4 %, 25 713 km², soit en 1919 : 728 000 habitants) qui donnera après 1944 l'actuelle République de Macédoine et une partie à l'Albanie dont on ne parle jamais tant le pourcentage, pour les historiens, est « négligeable » (0,12 %, soit environ 17 024 habitants en 1897. Aujourd'hui les associations macédoniennes d'Albanie estiment la population macédonienne de 30 000 à 200 000) que nous pourrions appeler la Macédoine des lacs. Les Macédoniens qui se retrouvent dans les frontières des nouveaux États ne sont pas reconnus comme tels, mais doivent s'intégrer en devenant Grecs, Bulgares ou Serbes (les propagandes de dénationalisation ont commencé sous l'Empire ottoman : les Grecs d'abord puis les Bulgares, les Serbes et enfin les Turcs). En Macédoine de l'Égée, la majorité de la population sont des Macédoniens, le reste étant composé de Turcs, de Grecs, de Juifs et de Valaques. La langue macédonienne représente la langue la plus utilisée, 77 % de la population de cette région »⁷.
- 8 Après le rattachement de la Macédoine à la Grèce en 1913, une partie considérable de la population macédonophone quitte le pays. Un second exode, encore plus massif intervient en 1919, après le Traité de Neuilly. La commission mixte de l'échange évaluera à 100 000 au total le nombre des Macédoniens (macédonophones) qui partiront de Grèce en direction de la Bulgarie, entre 1912 et 1932. Dans un mouvement inverse, arrivent de Bulgarie après 1919 des populations slavophones sous l'obédience du patriarcat, comme celles de Petritsi et de la région avoisinante⁸.

- 9 Entre 1920 et 1924, le mouvement autonomiste s'intensifie et jouit du soutien de la Bulgarie, malgré les luttes internes entre « Centralistes » et « Vhrovistes ». Entretemps, l'État grec persévère dans ses tentatives d'assimilation culturelle et linguistique des populations slavophones. Après 1924, il se livre à des pratiques de déplacements forcés et d'exil, et ce, en dépit du protocole signé avec la Bulgarie la même année. À la même époque, interviennent les échanges de populations entre la Grèce et la Turquie. Toutes les populations musulmanes quittent la Macédoine et des réfugiés chrétiens venus de Turquie viennent les remplacer. Avec le Traité de Lausanne en 1923, entre la Turquie et la Grèce, ce sont 350 000 musulmans, parmi eux, 40 000 Macédoniens-musulmans qui sont expulsés.
- 10 Le gouvernement grec essaie de modifier la composition démographique de la population en installant massivement des réfugiés dans la région. Les rapports entre les Macédoniens et ces réfugiés d'Asie Mineure, profondément marqués par le nationalisme grec de la Grande Idée, sont globalement plus que tendus. Les réfugiés estiment que l'État, responsable de la catastrophe, leur doit une réparation, et les autochtones estiment être prioritaires. Au sein de la communauté macédonienne macédonophone, il existe également de grandes tensions entre les Macédoniens progressifs qui ont des droits étendus, et le reste de la population, objet de diverses formes de stigmatisation et de répression étatiques. Tout au long des années 1930, le gouvernement grec retire la citoyenneté grecque à des Macédoniens (macédonophones) de Grèce puis, à l'arrivée de Metaxás, des listes supplémentaires, déjà préparées auparavant, sont immédiatement utilisées afin de priver de leurs droits civiques des parties encore plus conséquentes de la population macédonophone de Grèce. Les opérations de nettoyage ethnique sont complétées par des mesures d'épuration linguistique, particulièrement visible dans le changement des patronymes et des toponymes slaves ou de toute autre origine⁹, en faveur pour ces derniers de noms inspirés de l'Antiquité classique.
- 11 La période suivante est marquée par l'intensification des discriminations et des mesures d'assimilation forcée¹⁰. L'oppression contre la minorité macédonienne s'exacerbe¹¹ avec la dictature de Metaxás à partir de 1936. Mais c'est surtout entre 1944 et le début de la guerre civile en Grèce, qu'une partie importante de la population macédonophone rallie le Parti communiste de Grèce (KKE) qui s'est depuis longtemps déjà prononcé en faveur des droits des minorités, voire même, à un moment donné, pour l'autonomie de la région.
- 12 Des villages macédonophones proches de la frontière nord sont pillés par leurs voisins, réfugiés d'Asie Mineure, et coupés de toute aide alimentaire par le gouvernement pendant deux ans, sous les mêmes prétextes que ceux utilisés à l'encontre des Tchams : certains avaient collaboré avec les Bulgares, d'autres pas, quoi qu'il en fût, cela a permis aux autorités de se séparer d'une minorité jugée « peu grecque » et « bien embarrassante ».
- 13 Comme nous le verrons dans le point suivant, la question macédonienne jouera un rôle très important à la fois dans la guerre civile et dans la propagande anticomuniste gouvernementale. Plus d'un tiers des forces des rebelles procommunistes en Macédoine sont des macédonophones et les zones habitées par ces populations constituent le théâtre par excellence des affrontements de la guerre civile surtout dans sa dernière phase.

La question macédonienne pendant l'Occupation et la guerre civile grecque

- 14 Le discours gouvernemental opère une double négation de l'identité des minorités engagées dans le conflit du côté de l'Armée Démocratique, et notamment des Macédoniens macédonophones. Niés dans leur identité linguistique et culturelle, les macédonophones de Grèce qui ne suivent pas la politique d'assimilation forcée du gouvernement sont également considérés comme des ressortissants étrangers, malgré une présence ininterrompue sur le territoire national.
- 15 Le Parti communiste grec avait soutenu les revendications des communautés macédonophones de Grèce, opprimées par la politique discriminatoire de la dictature de Metaxás, dans la continuité des pratiques de ses prédécesseurs. L'État grec avait systématiquement refusé en effet de reconnaître la langue et la culture de cette communauté devenue minoritaire après les échanges de populations avec la Turquie et l'arrivée massive de réfugiés hellénophones dans la région¹².
- Après l'incorporation de la Macédoine du Sud dans le Royaume de Grèce, la Macédoine grecque se transforme d'une province ottomane multilingue, multiconfessionnelle et multinationale, où l'élément grec et « grécisant » se trouvait en minorité face aux « éléments étrangers », en une province grecque typique, avec des minorités ethniques qui ne dépassent pas officiellement 11,2 % de la population locale ; transformation radicale, effectuée par des vagues successives d'épuration ethnique et – surtout – par l'échange réciproque, à grande échelle et obligatoire des minorités nationales entre la Grèce, la Turquie et la Bulgarie entre 1919 et 1926¹³. Après l'achèvement de l'échange, l'objectif le plus important que l'appareil étatique et les forces nationalistes de l'époque se fixent, est l'assimilation des minorités restées dans la région – des chrétiens slavophones surtout, évalués officiellement à 80 000 personnes et secrètement entre 160 000 et 200 000¹⁴. La campagne assimilatrice déclenchée prend alors deux formes selon les termes du gouvernement grec : s'adonner à la répression et l'assimilation linguistiques d'une part, visant à éradiquer le « patois » slave et imposer l'usage exclusif du grec ; inculquer les conceptions fondamentales du nationalisme grec dans la conscience collective des Grecs slavophones d'autre part¹⁵.
- 16 De son côté, l'EAM, le Front de libération nationale à dominante communiste, se situe aux antipodes de la politique d'assimilation gouvernementale : il œuvre pour la reconnaissance des minorités et le respect des droits des habitants macédonophones. Pendant la Résistance et la guerre civile, ceux-ci grossissent les rangs des combattants communistes dans l'espoir d'une reconnaissance nationale que les positions du Parti communiste grec laissaient présager, l'Internationale communiste s'étant prononcée pour une « Macédoine Unie et Indépendante dans le cadre de la Confédération balkanique ».
- 17 Pendant la période de l'Occupation, la population macédonienne a connu deux sorts bien distincts, la Macédoine de Grèce ayant été divisée en deux, la partie occidentale administrée par l'armée allemande et italienne, en étroite collaboration avec le gouvernement d'Athènes, et la partie orientale, sous tutelle bulgare. Dans la partie bulgare, le gouvernement fasciste a inauguré une politique de purification ethnique à l'encontre des populations grecques, à l'image de ce que le gouvernement de Metaxás avait fait précédemment contre les minorités, tandis que dans la partie allemande, les autorités nazies, aidées par des milices d'extrême droite, ont essayé de retourner au *statu quo* de Metaxás tout en attisant les conflits interethniques.

- 18 Les différentes milices et « organisations de Résistance » nationalistes, largement collaborationnistes¹⁶, constituent une zone grise, perméable aux « métamorphoses ovidiennes » et autres changements de bord. Il ne s'agit en aucun cas d'une spécificité macédonienne, les nazis ont recruté des hommes pour former leurs Bataillons de sécurité parmi toute la population de Grèce. Les différents gouvernements grecs pendant et après la guerre civile ont cherché à afficher leur appartenance idéologique au monde « libre¹⁷ », antifasciste et antitotalitaire, malgré des pratiques policières et judiciaires autoritaires, résolument contraires aux droits de l'homme.
- 19 Dans ce contexte, les gouvernements des années 1950 et 1960 ont essayé de réinventer ou d'exacerber le rôle de la Résistance nationale et de la désolidariser de l'action des Bataillons de sécurité et autres milices terroristes malgré des liens bien établis entre les deux types de formations. Ils ont également tenté de passer sous silence les exactions commises contre les civils par les collaborateurs des Allemands, de nier la subordination des Bataillons de sécurité à l'occupant, et même de présenter les représailles des Allemands contre la population civile comme une conséquence directe et presque légitime face à l'action des résistants de l'EAM (renversant souvent le rapport de forces réel pour présenter les Allemands comme assistant les Bataillons de sécurité dans leur lutte anticommuniste).
- 20 Pour justifier l'action des Bataillons de sécurité, l'historiographie officielle a essayé de mettre en avant le caractère provisoire de leur collaboration avec les Nazis, l'absence d'action concrète contre les alliés britanniques et le passé nationaliste et « héroïque » de leurs dirigeants (révélé antérieurement par des actes de violence perpétrés contre les populations slaves du Nord de la Grèce). Leur engagement serait alors motivé par le seul souci de protéger « le régime en place » et « l'intégrité nationale » du pays. Dans la mémoire officielle, il s'agissait surtout de les présenter comme un mouvement de défense légitime qui aurait anticipé la réalité de la guerre civile en diagnostiquant à temps la dangerosité de l'EAM assimilé à une organisation terroriste.
- 21 La perception des Bataillons de sécurité évolue dans le temps pour passer d'une phase de silence gêné, voire de pure condamnation juste après la guerre, à une déformation de la réalité historique et à une glorification sans précédent lors de la dictature des colonels. Pendant la démocratisation du pays, l'évocation de ces corps disparaît des discours de mémoire tout comme l'idéologie de la loyauté nationale qui perd progressivement sa valeur d'échange¹⁸.
- 22 Dans ce contexte, les populations macédoniennes (macédonophones) ont vu dans l'EAM, une alternative identitaire plausible à la domination bulgare¹⁹. Pendant l'occupation nazie, elles ont en effet été courtisées par le Club Bulgare, qui a fonctionné à partir de mai 1941 comme un centre de propagande basé à Salonique. Le 5 mars 1943, les autorités italiennes créent « le comité révolutionnaire bulgare-macédonien » et, jusqu'en avril 1943, elles recrutent environ 1 600 slavophones dans une milice (Ohrana) qui s'oppose aux maquisards²⁰. Après le départ des Italiens en août 1943 et la défaite des forces de l'Axe, l'été suivant, cette organisation se dissout.
- 23 Les macédonophones de Grèce sont aussi courtisés par les résistants yougoslaves de Tempo et par les communistes grecs²¹ qui s'étaient alors prononcés contre toute modification des frontières nationales, mais qui militaient dans un front antifasciste très large contre toute forme d'oppression des minorités. Finalement, deux bataillons composés uniquement de Macédoniens macédonophones sont formés à Florina et à Almopia. Le SNOF, un mouvement de résistance macédonienne²², équivalent

minoritaire de l'EAM et proche de la Résistance titiste²³, a vu le jour en octobre 1943 dans la région de Florina, un mois après l'armistice italien du 8 septembre 1943. Dans l'assemblée du Haut Commandement²⁴ qui a été créé, il a été question du peuple macédonien « prêt à se battre pour son droit à l'autodétermination, fraternel avec les autres peuples des Balkans et libre d'espérer sa réunification²⁵ ».

- 24 Dès le départ, le SNOF et plus particulièrement son secteur de Kastoria, s'est positionné pour l'autodétermination des Macédoniens macédonophones et la reconnaissance de leur identité nationale au-delà du cadre grec. Ses revendications, soutenues par Tito²⁶, lui ont valu la méfiance du Parti communiste grec. Engagé dans le projet patriotique de l'EAM, le PCG avait explicitement renoncé à l'autonomie de la Macédoine, une thèse qui lui avait auparavant coûté très cher, puisque les partis traditionnels avaient saisi l'occasion pour dénoncer ses prétendues velléités séparatistes²⁷. En mai 1944, le Bureau macédonien du Parti communiste grec a décidé la dissolution du SNOF²⁸ et son intégration dans l'EAM, ce qui n'a pas manqué de provoquer l'indignation d'une soixantaine de macédonophones qui se sont réfugiés en Macédoine yougoslave. Après l'intervention de Tito et la médiation de Charalambidis et Tzimas, le PCG a permis le retour de ces Macédoniens et la création de bataillons macédoniens exclusivement composés de macédonophones. Globalement, les relations entre les macédonophones du SNOF et le PCG ont été tendues, envenimées d'une méfiance réciproque, toujours au sujet d'une éventuelle autonomie de la partie grecque de la Macédoine et du rattachement de celle-ci à la République yougoslave voisine.
- 25 Or, indépendamment de toute divergence géostratégique, pendant l'Occupation (dans les zones de la Grèce libre) et à la Libération, l'EAM a œuvré pour la reconnaissance des minorités et le respect des droits des habitants macédonophones. Malgré d'importantes difficultés logistiques, un manque flagrant d'enseignants et un climat de réticence, de peur et de réaction de la part des réfugiés d'Asie Mineure installés dans la région, il a même entamé, le premier, une politique de scolarisation en langue macédonienne du mois d'octobre 1944 au mois de mars 1945. Cette expérience est d'ailleurs renouvelée pendant la guerre civile²⁹ : les Macédoniens macédonophones ont droit alors à une éducation, des livres, des journaux et des messes dans leur langue³⁰.
- 26 Lors de notre enquête de terrain en Macédoine ex-yougoslave en 2010, les références à cette période de « libération linguistique, culturelle et sociale » ont été très nombreuses par des acteurs de différents âges et des deux sexes qui avaient tous connu l'Occupation et la guerre civile grecque. Il faut sans doute préciser que parmi les témoins interrogés, il y avait des personnes qui quittèrent la Grèce pendant la guerre civile et qui étaient à l'époque scolarisées à l'école primaire, tout comme il y avait des combattantes et des combattants de l'Armée démocratique, qui étaient adolescents ou jeunes adultes lors de la guerre.
- 27 L'un de nos témoins, Goce Kanzurov, né en 1940, nous raconta dans son témoignage la violente répression qui s'était abattue sur lui et sur toute sa famille quand il donna son prénom (slave) à son instituteur dans l'école primaire grecque. Non content d'avoir battu l'enfant, l'instituteur convoqua son grand-père qui prit la défense de son petit-fils et qui fut arrêté et torturé par la police grecque. Il sortit de prison, handicapé à vie. Notre témoin nous a expliqué que ce même grand-père l'avait préparé aux questions de l'instituteur en lui donnant d'avance les « bonnes réponses » qu'il fallait avancer pour l'assurer de « son identité et de sa conscience grecques ». La question du nom est ce qui échappa à cette tentative d'adaptation aux attentes de l'autorité étatique, peut-être

parce que la nomination renvoie aux lois familiales face à celles de la cité, dans une opposition entre droit coutumier de la communauté et règles gouvernementales qui n'est pas sans évoquer le sacrifice d'Antigone face à Créon.

- 28 Les témoins interviewés en 2010 en Macédoine ex-yougoslave nous ont fait part des sévices subis en raison de l'emploi de leur langue maternelle dans des espaces publics, mais aussi dans la sphère dite privée. Les dénonciations portant sur l'usage privé de la langue viennent rappeler que la transmission de la langue fut non seulement dévalorisée, voire stigmatisée, dans les rapports de la minorité avec l'État, mais aussi qu'elle fit l'objet d'une volonté d'éradication à l'intérieur des espaces intrafamiliaux. La chaîne de la transmission fut par endroits délibérément interrompue pour préserver les nouvelles générations des persécutions subies. Or, ce mouvement de rupture, présent dès la dictature de Metaxás, s'intensifia dans les années 1950 et 1960, dans le sillage de la défaite des forces démocratiques.
- 29 Ce sont ces discriminations qui touchent à l'identité culturelle et linguistique de la communauté que l'EAM avait tenté d'abolir, en créant des manuels scolaires dédiés à l'enseignement de la langue et de la culture macédoniennes. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, une partie de la population macédonienne macédonophone, profondément marquée par l'expérience de la Résistance et de l'administration de l'EAM, n'est pas prête à abandonner ses récentes avancées en termes de reconnaissance identitaire et de justice sociale. À côté de cette population, à la fois proche des partisans de Tito et des communistes grecs de la région, se trouve une partie de la population qui (tout comme dans le reste du pays) a collaboré avec l'occupant, en l'occurrence allemand et bulgare³¹. Il existe également au sein de la population macédonophone une tendance conservatrice proche de l'ancienne VMRO, qui recommande la neutralité dans le conflit grec, espère l'autonomie de la région après l'intervention anglo-américaine et fait passer au second plan ses revendications identitaires. Dans ce camp, se trouvent également des Macédoniens anticommunistes bien disposés à l'égard d'un gouvernement grec, qui cherche à asseoir sa nouvelle autorité dans la région sur le concept (encore mal défini) de loyauté nationale, plutôt que sur la division entre hellénophones et macédonophones³².
- 30 Cette tentative du gouvernement d'intégrer dans son giron des macédonophones « loyaux à la Nation grecque », sans attacher d'importance à la langue vernaculaire qu'ils emploient, rencontre des résistances tenaces dans sa propre majorité. Dans la pratique et au moins dans un premier temps, les persécutions massives des « Slavomacédoniens » se font indistinctement, ce que regrettent par ailleurs certains penseurs conservateurs³³ qui craignent la radicalisation des Macédoniens macédonophones et leur adhésion massive aux mouvements communistes.
- 31 La création de la « République socialiste de Macédoine » en août 1944³⁴ vient conforter la volonté des Macédoniens macédonophones d'évoluer dans une Macédoine indépendante et unifiée. La plupart des figures emblématiques macédoniennes inscrivent leur combat dans la continuité de la révolte populaire d'Ilinden (Jour de la Saint Élie) du 2 août 1903 contre l'administration ottomane. Les événements d'Ilinden, objets de mémoire et de commémoration, ont formé un point de repère dans la construction identitaire d'une conscience macédonienne tout comme l'expérience de la Résistance et de la guerre civile grecques.
- 32 Les macédonophones seront nombreux à intégrer le NOF (Front Populaire de Libération) que des combattants macédoniens de Grèce forment le 23 avril 1945 à

Skopje, sur les conseils du Parti Communiste de la République de Macédoine, l'organisation des femmes AFG (Front antifasciste des Femmes) et l'union de la jeunesse NOMC (Union Populaire des Jeunes pour la Libération³⁵). Ces Macédoniens macédonophones proches du NOF, sont naturellement les premiers à être concernés par l'évolution du discours communiste en Grèce et par les relations que le parti de Nikos Zachariadis entretient avec le parti communiste de la République voisine.

- 33 Le discours des communistes grecs se modifie vers la fin 1945. Le 28 décembre 1945, lors du plénum de l'organisation communiste de Macédoine et de Thrace, Zachariadis qualifie le NOF d'organisation antifasciste et démocratique, puis, au mois de février, lors du deuxième plénum du Comité Central, est proclamée l'égalité des droits entre les Macédoniens de Grèce et les Grecs. Des Macédoniens macédonophones intègrent en grand nombre l'Armée démocratique et au fur et à mesure que les forces communistes sont repoussées vers le Nord de la Grèce, leur proportion augmente considérablement. Selon des estimations officielles du NOF, ils seront 5 350 en mars 1947, 11 000 dont 1 000 femmes en 1948 et plus de 14 000 les derniers mois de la guerre au printemps et en été 1949.
- 34 Pour le PCG, ces Macédoniens représentent un vivier de forces vives indispensable à la poursuite de la guerre. D'un autre côté, le gouvernement démocratique de la Grèce Libre, proclamé le 23 décembre 1947, mène une politique de respect et de valorisation de la population macédonienne macédonophone dans la continuité des pratiques inaugurées par l'EAM, qui avait favorisé l'enseignement de la langue macédonienne et avait fait en sorte que de nombreuses publications en macédonien voient le jour. Le « gouvernement du maquis » bénéficie toujours d'un large soutien populaire dans ces régions du Nord de la Grèce.
- 35 Après le départ de Tito du Kominform en 1948³⁶, le PCG renoue avec ses positions des années 1920 et évoque lors du cinquième plénum du Parti en janvier 1949, l'indépendance d'une Macédoine unifiée dans le cadre d'une fédération balkanique, dans l'espoir de garder les troupes macédoniennes qui pourraient être tentées par un départ chez Tito. Cette décision du cinquième plénum du Parti communiste grec, dont Zachariadis lui-même explique l'importance stratégique en pleine guerre civile, sera considérée comme erronée dès l'année suivante, lors du septième plénum du Parti. Entre-temps, de très nombreux communistes grecs, des résistants de l'EAM qui avaient lutté pour leur idéal de liberté et de justice ont été condamnés à mort, inculpés de haute trahison.
- 36 Si jusqu'à aujourd'hui le Parti communiste grec reste perplexe devant ses contradictions, incapable en quelque sorte d'appréhender cette question dans la logique internationaliste qu'il avait adoptée pendant la guerre civile, les Macédoniens macédonophones ont dû faire face non seulement à l'hostilité du gouvernement grec, qui s'était servi de leurs revendications identitaires pour asseoir des accusations de « trahison nationale » et d'« atteinte portée à l'intégrité territoriale » contre le PCG, mais aussi à la méfiance³⁷ de certains communistes grecs qui ne partageaient pas entièrement leur quête de reconnaissance.
- 37 Lors du VII^e congrès du PCG en octobre 1945, les communistes grecs ne parlent plus d'indépendance ou de réunification des trois parties de la Macédoine, mais de respect de la minorité macédonienne et d'intégrité du territoire national :

Nous déclarons qu'une coexistence pacifique avec la République yougoslave, c'est le respect absolu des droits de la minorité slavo-macédonienne et la garantie pour

cette minorité, d'un régime de pleine égalité de droits raciaux, religieux et linguistiques. C'est le seul moyen d'éviter les conflits, les incompréhensions et les controverses sur la Macédoine grecque, qui est habitée à 90 % par des Grecs, ce qui la rend indissociable du territoire hellénique³⁸.

- 38 En réalité, les thèses du Parti communiste grec et du NOF (Front de libération nationale) ne connaissent qu'une brève période de convergence du mois d'octobre 1946 au mois de mars 1949³⁹. Après la défaite des communistes, vingt mille combattants macédoniens se sont réfugiés en République de Macédoine, pour certains après de longs périples dans le bloc de l'Est. Leur mémoire de la guerre civile grecque participera de la construction identitaire de l'historiographie macédonienne⁴⁰. En Grèce, jusqu'à aujourd'hui, l'historiographie de droite⁴¹ continue à considérer que le déclenchement et le déroulement de la guerre civile grecque auraient été conditionnés, voire motivés, par la seule question macédonienne. Un des représentants de l'historiographie officielle grecque, Evangelos Kofos, a écrit il y a une dizaine d'années que c'était la question macédonienne qui avait influencé le Parti communiste à la fois dans sa décision de se lancer dans la guerre civile et dans la gestion du conflit. Dans les versions officielles des gouvernements grecs, le PCG portera les stigmates de la trahison nationale et du banditisme pour de longues décennies.
- 39 L'administration de l'État grec cherchera à présenter l'engagement dans la Résistance des populations hellénophones ou macédonophones de la Macédoine comme une conspiration d'origine bulgare⁴². Le premier village à avoir participé à la Résistance contre l'occupation allemande, Mesovouno, est ainsi présenté comme un village « abusé par des Bulgares » qui auraient essayé de donner une « mauvaise image des Grecs » aux Allemands⁴³ ! Cette théorie de l'origine conspirationniste de la Résistance contre les nazis et du rôle de la Bulgarie dans cette entreprise sera largement exploitée par la propagande nationaliste pendant et après la guerre civile grecque⁴⁴. Le Parti communiste grec continuera à être considéré comme un ennemi extérieur et une force de trahison de la Nation. Ses positions internationalistes seront largement utilisées par ses adversaires pour justifier les répressions futures, présentes et passées.

Politiques ultérieures à l'égard de la minorité macédonienne : quel impact sur la langue ?

- 40 Durant le conflit et encore en 1958, l'État grec projette à plusieurs reprises de faire partir les populations macédonophones au sud du fleuve Haliacmon, même si, en absence de financement, aucun de ces projets ne verra finalement le jour⁴⁵. Des vagues de réfugiés macédonophones (populations civiles ou partisans) fuient vers la Yougoslavie. Ils partent seuls ou suivant les partisans du Front de libération nationale macédonien (NOF) et les rebelles de la formation de gauche battue⁴⁶. À partir de la fin de la guerre civile, les régions de la Macédoine occidentale subissent un marasme économique, qui incite la population à l'exode rural ou à l'émigration (vers l'Australie, le Canada et les États-Unis). L'État grec s'empresse de livrer des certificats de loyauté nationale aux minorités macédonophones, pourtant procommunistes, de manière à faciliter un départ massif et (en grande partie) définitif.
- 41 Les années suivantes, les pressions exercées contre l'usage de la langue et les stratégies d'assimilation forcée se poursuivent et s'accompagnent de diverses mesures discriminatoires. À cet égard, il est intéressant de signaler les serments prêtés

publiquement, en 1959, par les populations de plusieurs villages, de ne plus jamais parler leur langue et les articles des journaux qui en font état dans des termes élogieux. Ces déclarations de repentir publiques s'inscrivent dans la continuité des pratiques entamées au début du siècle dernier et sont appelées à perdurer.

- 42 La stratégie d'un nombre important de parents macédonophones de Grèce, devant l'étendue de la répression de l'État grec, consiste en un refus conscient de transmettre leur culture et leur mémoire du passé à leurs enfants⁴⁷. Ce silence, qui n'est pas sans évoquer l'interdiction des parents pomaks de laisser leurs enfants utiliser le pomak (dans ce cas, l'objectif visé par les parents et les enseignants est la turcisation), fait écho à une impossibilité d'une minorité stigmatisée, mal vue ou persécutée, de faire face aux discours dominants et aux pratiques autoritaires du (ou des) pouvoir(s) en place et va de pair avec l'intériorisation d'une image dégradée et dégradante de sa communauté d'appartenance, présentée comme un groupe subalterne, face à un groupe de référence imposé d'en haut, celui des Grecs hellénophones, orthodoxes et royalistes.
- 43 L'injonction étatique étant schématiquement formulable par une condition exclusive « si vous voulez rester, vous devez oublier », le déni de l'histoire de la minorité macédonienne se rajoute à l'impératif d'oubli de la période de la guerre civile.
- 44 La classification des citoyens en fonction de leur conscience nationale influe sur toutes les manifestations de la vie quotidienne. Dans des textes des services secrets de 1965, les anciens *ohranites*, collaborateurs actifs des bulgares mais anticommunistes, sont qualifiés de citoyens de « conscience mouvante », cette fluidité leur permettant d'acheter des terres dans la zone frontalière et de postuler pour une place dans la fonction publique, tandis que d'anciens résistants macédoniens sont considérés comme des populations de conscience étrangère, ce qui bloque toute démarche avec l'administration grecque⁴⁸.
- 45 Sous la dictature des colonels, les mesures discriminatoires s'intensifient. La dictature donne le ton de l'utilisation possible du terme *macédonien* dans l'avenir. G. Papadopoulos déclare ainsi au Conseil de Politique nationale en octobre 1969, que « les Macédoniens sont seulement des Grecs ». Dorénavant, dans les discours officiels du gouvernement grec, le terme « macédonien » est réservé aux seuls habitants grecs de la région de la Macédoine en Grèce.
- 46 Progressivement, le fichage des populations macédoniennes macédonophones ne se fait plus en fonction de l'histoire familiale, mais à un niveau individuel, en fonction de leur attitude vis-à-vis de leur langue et de leur histoire. Les mesures discriminatoires s'assouplissent après 1974 lors de la *Métapolitefsi* (la période d'accession à la démocratie qui suit la dictature) et *a fortiori* après 1981, avec l'avènement au pouvoir du PASOK et la levée de l'interdiction pour les Macédoniens macédonophones d'occuper certains postes dans la fonction publique. Or, la négation de l'existence de ces populations sur le territoire grec ne touche pas à son terme avec l'accession au pouvoir du Parti socialiste en Grèce. Elle est même dévoilée au grand jour, lors du rapatriement des réfugiés politiques de la guerre civile qui doivent prouver leur filiation grecque : ils doivent être « d'ascendance grecque ». La loi 106841 de 1982, promulguée par le gouvernement d'Andréas Papandréou, autorise le retour des réfugiés politiques et la restitution de leurs propriétés à condition qu'ils prouvent leurs origines grecques. D'innombrables cas qui posent problème apparaissent. Des réfugiés politiques d'origine macédonienne qui ont une partie de leur famille et de leurs propriétés en Grèce n'ont pas le droit de rentrer, tandis que des immigrants économiques peuvent s'installer en Grèce en faisant

valoir une lointaine ascendance grecque. En s'appuyant sur une distinction entre les non-ressortissants d'origine grecque dits « homogènes » et les non-ressortissants d'origine non-grecque dits « allogènes » (homogènes/allogènes), l'État grec continue une politique discriminatoire à l'encontre des populations minoritaires qui ont quitté le pays pendant la guerre civile et qui se sont ainsi retrouvées déchuées de leurs nationalités⁴⁹. Frosa Pejaska-Bouchereau cite à ce sujet le troisième rapport de l'ECRI :

[...] en 1982, une réglementation permettait le retour en Grèce des personnes qui avaient fui le pays lors de la guerre civile de 1946-1949 ainsi que leurs familles. Toutefois, cette réglementation ne s'appliquait qu'aux personnes « d'origine grecque », excluant de ce fait les personnes d'origine non-grecque et notamment macédonienne qui avaient pourtant quitté la Grèce dans les mêmes conditions.

- 47 Même si cet article a été supprimé, sa suppression n'a pas eu d'effet rétroactif :

La majorité des presque 60 000 personnes, dont la majorité appartenait à la minorité musulmane de Thrace occidentale, qui est principalement d'origine ethnique turque, qui ont été privées de leur nationalité ne l'ont pas réintégrée, qu'elles vivent à l'étranger ou en Grèce. Les personnes résidant à l'étranger n'ont aucune possibilité de réintégrer leur nationalité. Les autres personnes, dont le nombre n'excède pas deux cents et qui vivent en Grèce peuvent réintégrer leur nationalité par naturalisation classique. Ces personnes se plaignent du fait qu'elles doivent faire une demande de naturalisation classique pour obtenir la nationalité grecque qu'elles ont pourtant eue auparavant, sans pouvoir bénéficier d'aucune facilité dans ce domaine⁵⁰.

- 48 Ce qui vaut ici pour la minorité musulmane vaut aussi pour les autres minorités et en particulier pour la minorité macédonienne. Comme Frosa Pejaska-Bouchereau le signale⁵¹,

Selon les sources officielles du Comité central du Parti communiste grec, le nombre total d'émigrants accueillis dans les pays de l'Europe de l'Est et dans l'Union soviétique s'élevait à 55 881, dont plus de 20 000 étaient macédoniens. Quant aux réfugiés en Yougoslavie, on donne le chiffre de 45 000-50 000 personnes. [...] On ajoute à ce chiffre le nombre d'enfants expulsés vers les pays de l'Est qui s'élève à 28 000 ou 30 000.

- 49 Les formalités de naturalisation des non-ressortissants prévues par la loi 1910/2001 sur l'entrée et le séjour des étrangers dans le territoire grec, l'acquisition de la nationalité et autres dispositions sont très différentes selon que la personne est d'origine grecque ou non.

- 50 En 1982, les Services secrets publient encore un rapport se référant aux mesures à prendre pour limiter l'usage de la langue macédonienne. Sur le plan administratif, jusque dans les années 1980, des mesures sont prises ou proposées pour nommer en Macédoine occidentale des fonctionnaires qui ne connaissent pas la langue macédonienne, muter des fonctionnaires macédonophones dans d'autres régions et ainsi de suite, en suivant alors une tactique qui avait « fait ses preuves » pendant des décennies⁵².

- 51 Le cas d'un résistant macédonien macédonophone de Grèce, Alekos Hadžitaskos⁵³, est particulièrement révélateur. Instituteur communiste, accusé d'avoir ouvert des écoles de langue macédonienne dans son village, il se verra interdire le retour jusqu'à la fin de sa vie, intervenue à Prague en 1989. Le député communiste Charilaos Florakis évoque son cas à l'Assemblée Nationale sans obtenir de résultat. Jusqu'en 2005, il est interdit⁵⁴ aux réfugiés politiques Macédoniens macédonophones pourtant nés en Grèce, et à eux seuls, de rentrer en Grèce, voire de rendre visite à leur famille.

- 52 En ce qui concerne les réfugiés issus de la minorité macédonienne (macédonophone) nés en Grèce et partis pendant et après la guerre civile, le refus du droit au retour de la part des autorités persiste dans les faits jusqu'aujourd'hui. Dans l'enquête de terrain que nous avons effectuée en République de Macédoine en 2010, nous avons recueilli de nombreux témoignages⁵⁵ de réfugiés de la guerre civile qui voudraient revenir sur leur terre natale et qui s'en trouvent empêchés par les autorités grecques. L'absence de toponyme grec sur le passeport a pu servir de prétexte entre autres pour leur empêcher l'accès à leur village d'origine qui, entre temps, avait changé de nom officiel. Certains témoins nous ont longuement parlé des humiliations et des intimidations qu'ils ont subies une fois arrivés aux postes-frontières. De même, les Macédoniens macédonophones de Tachkent dont Ilias Poulos⁵⁶ avait recueilli les témoignages furent également empêchés de retourner en Grèce.
- 53 Dans ce climat, l'implantation de réfugiés d'autres origines ethniques, venus de l'ex-Union soviétique, dans des zones déshéritées, comme celle de Florina, est alors perçue par la population macédonophone comme une tentative supplémentaire visant à briser la cohésion des populations compactes, cette pratique rappelant des méthodes déjà expérimentées par le passé dans la région. Encore une fois la continuité des pratiques qui s'opposent aux droits des minorités est attestée tout au long du xx^e siècle, même si elle connaît des pics à des moments décisifs de l'histoire du pays comme dans les années 1940.
- 54 En 1990, l'État grec refuse encore d'enregistrer des associations comportant le terme *macédonien*, tel le « Foyer de la culture macédonienne », tout comme il refuse les associations qui comportent le terme *turc*. Dans le premier cas, il refuse en évoquant la raison d'État ou l'intérêt national, dans le second, en se rabattant sur le caractère confessionnel (musulman) et non pas « ethnique » de la communauté en question. Il est alors condamné par la Cour européenne des droits de l'homme en vertu de l'article 11 de la Convention européenne sur la liberté d'association. Les tribunaux grecs de leur côté condamnent des individus qui se déclarent eux-mêmes Macédoniens ou qui revendiquent l'existence de Macédoniens en Grèce et dans la République de Macédoine. En fin de compte, deux associations macédoniennes sont créées, le « Mouvement macédonien pour les droits de l'homme » de Christos Sidiropoulos et le « Mouvement macédonien pour la prospérité balkanique » (MAKIVE), connu également par la publication de son journal en langue macédonienne, *Zora* (l'Aube). En 1993, l'Arc-en-ciel, le parti du MAKIVE, fait son apparition et remporte environ 4 000 suffrages dans les départements de Florina et de Pella. Au nombre de ses revendications, figurent l'enseignement de la langue macédonienne en Grèce et la présence des anciens noms slaves à côté des toponymes grecs. En 1994, le parti Arc-en-ciel risque de ne pas se présenter aux élections, frappé d'une interdiction de la part de la Cour de Justice, au même titre que deux formations de gauche, assez restreintes, autour de l'EAR et de l'AKOA. Des pratiques d'exclusion et de discrimination continuent encore à avoir lieu.
- 55 Si la situation semble se débloquer⁵⁷ actuellement, il n'en reste pas moins vrai que les tensions difficiles entre la Grèce et la République de Macédoine, notamment à propos de la question du nom, enveniment la situation de la minorité. Le nationalisme d'extrême-droite reste actif dans la région : en 2008, des membres de l'organisation d'extrême-droite Chrysi Avgi se rendent sous escorte policière dans des villages macédoniens (macédonophones) et intimident la population. Du côté de la droite

nationaliste, l'héritage idéologique et les réflexes interprétatifs de la guerre civile ne sont pas très loin⁵⁸.

56 La gauche grecque de son côté paraît assez divisée. La coalition de gauche (Synaspismos) se rend aux manifestations pour soutenir la « grécité » de la Macédoine, le PCG est sur la défensive et ne s'exprime plus en faveur des minorités. En fin de compte, l'appréhension des questions nationales sous un angle non nationaliste est davantage le fait de petits partis de gauche, qui privilégient une approche de la question en termes essentiellement éthiques, là où le PCG était davantage dans des considérations d'ordre géopolitique. Des organisations non gouvernementales, des associations estudiantines et des mouvements pour l'égalité des droits militent pour les droits des minorités et apportent leur travail de réflexion sur la question tandis qu'une politique de ségrégation et de non reconnaissance des minorités se poursuit globalement.

57 L'état actuel du macédonien est d'autant plus intéressant à étudier que les dernières statistiques officielles⁵⁹ datent de 1951, de la période donc que nous avons voulu étudier dans notre présentation. Actuellement

exception faite de la sous-préfecture de Kilkis, on retrouve des Macédoniens macédonophones dans les régions où ils étaient implantés au début du siècle. La plus forte concentration de population se rencontre en Macédoine occidentale. Dans tout le département de Florina, où ils constituent la moitié au moins de la population, dans la sous-préfecture d'Almopie, d'Edessa et secondairement de Yannitsa (département de Pella), dans certaines régions du département de Kastoria, une fraction importante de la population connaît la langue macédonienne, tout en ayant conscience de ses spécificités culturelles⁶⁰.

58 La langue macédonienne continue à faire l'objet de différentes formes de stigmatisation tandis que ses locuteurs sont encore considérés comme des citoyens de seconde zone. Les recommandations de l'ECRI au gouvernement grec montrent que la reconnaissance des minorités et le respect de leurs droits ne sont pas encore acquis.

Conclusion

59 Nous avons voulu comprendre la situation linguistique de la minorité macédonienne de Grèce en relation avec les politiques de l'État grec dans les années 1930 et 1940. Il est apparu que le macédonien avait fait l'objet de plusieurs tentatives d'éradication par les différents gouvernements grecs tout au long du xx^e siècle, avec un pic dans les années 1930, lors de la dictature de Metaxás. En même temps, cela n'aurait pas été possible si le déni de l'existence de la langue, de la culture et de l'identité macédoniennes n'avait pas déjà été préparé par toute une politique d'homogénéisation de la région grecque de Macédoine, après les échanges des populations et l'installation massive de réfugiés d'Asie Mineure et du Pont. Aussi faudrait-il penser la politique discriminatoire à l'égard de la langue et de la culture macédoniennes, en relation avec une vision politique plus large qui agit pour une Grèce unilingue et mono-confessionnelle, en niant l'existence des minorités ethniques sur le sol national. La période de la guerre civile constitue un tournant puisque les forces communistes mettent en place des dispositifs d'enseignement de la langue et de la culture macédoniennes, ce qui sera d'ailleurs poursuivi dans les pays de l'Est après le départ des populations des régions frontalières. Le Parti communiste grec, malgré quelques changements de stratégie, fut globalement la seule force politique à reconnaître

l'existence de la minorité macédonienne et à se prononcer pour son indépendance d'abord, puis pour son autonomie et une égalité en droit. À la fin de la guerre civile, un tiers des forces de l'Armée Démocratique était composé de combattants macédoniens qui aspiraient dans leur lutte contre la monarchie à un changement de régime et à une reconnaissance identitaire. Les enfants hellénophones et macédonophones, partis de Grèce pendant la guerre civile, furent scolarisés dans les écoles des pays d'accueil, mais conservèrent des enseignements dans les langues des communautés de leur pays natal. Souvent même, ils eurent la possibilité de suivre des enseignements des deux langues, en plus de la langue de leur pays d'accueil. Il en fut tout autrement dans la Grèce royaliste de l'après-guerre-civile. La répression étatique s'intensifia contre les Macédoniens, systématiquement assimilés à des ennemis de la nation. Dans le discours de diabolisation de la propagande anticommuniste, il n'était néanmoins jamais question de Macédoniens, mais de « Bulgares » ou de « Russes », qu'il s'agisse de communistes Grecs ou Macédoniens. Ce détournement du sens des mots qui alla de pair avec un déni de l'identité des opposants, tous nés sur le sol national, s'inscrivit dans une tentative de dé-sémantisation des termes du conflit.

« — Quand j'emploie un mot, dit Humpty Dumpty avec un certain mépris, il signifie ce que je veux qu'il signifie, ni plus ni moins. — La question est de savoir, dit Alice, si vous pouvez faire que les mêmes mots signifient tant de choses différentes. — La question est de savoir, dit Humpty Dumpty, qui est le maître, c'est tout⁶¹ ».

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages publiés

ALIVIZATOS Nikos, 1979, *les Institutions politiques de la Grèce à travers les crises, 1922-1974*, Paris : LGDJ.

ALVANOS Raymondos, 2011, « la question macédonienne en tant que question politique et “nationale” pendant les années 40 », *Eleftherotypia*.

ANAGNOSTOPOULOS Nikolaos, 1950, *l'Eubée sous occupation* [en grec], t. A, Athènes.

ANAGNOU Thanasis, 1998, *Dans les forteresses de la lutte : avec l'Armée démocratique de Grèce* [en grec], Athènes : Synchroni Epochi.

ANCEL Jacques, 1930, *la Macédoine : son évolution contemporaine*, Paris : Delagrave.

APOSTOLOPOULOS Vasilis, 1995, *Chronique d'une épopée : l'Armée démocratique en Grèce centrale* [en grec], Athènes : Synchroni Epochi.

BARKER Elisabeth, 1950, *Macedonia, its place in Balkan Power Politics*, Londres: Royal Institute of International Affairs.

BARKER Elisabeth, 1996, *la Macédoine dans les relations et les conflits interbalkaniques*, traduction grecque, Salonique : Paratiritis.

CARABOTT Philipp, 1997, "The Politics of Integration and Assimilation vis-à-vis the Slavo-Macedonian Minority in Interwar Greece: From Parliamentary Inertia to Metaxist Repression", in Peter MACKRIDGE, Eleni YANNAKAKIS (eds.), *Ourselves and the Others, The Development of a Greek Macedonian Cultural Identity since 1912*, Oxford: Berg Publishers, pp. 59-78.

CHRYSOCHOOU Athanasios, 1949, *l'Occupation en Macédoine : premier livre, l'action du PCG* [en grec], Salonique : Etaireia Makedonikon Spoudon.

DANFORTH Lorin, 1995, *The Macedonian Conflict, Ethnic Nationalism in a Transnational World*, Princeton: Princeton University Press.

DIMITROV E., CACA G., IVANOVSKI V. (eds.), 1995, *ASNOM: Pedeset godini makedonska država 1944-1994*, Prilozi od naučen sobir održan na 17-18 Noemvri 1994, Skopje : Académie macédonienne des sciences et des arts, Institut d'histoire nationale.

FLEISCHER Hagen, 1979, « Représailles des forces d'occupation allemandes en Grèce » [en grec], *Mnemon*, t. 7, Athènes.

FRONTISTIS Athanasios, 1977, *Organisation de Libération panhellénique* [en grec], Salonique : Idiotiki.

GAGE Nicholas, 1983, *Eleni* [en grec], Athènes : Kerkyra.

GROZDANOV C., RISTOVKI B., KATARDŽIEV I., ANDREEVSKI P., ČEPREGANOV T. (sous la direction de), 2005, *Republika Makedonija 60 Godini po ASNOM*, Zbornik od naučniot sobir po povod Šeesetgodišnina od ASNOM održan vo Skopje na 15-16 Dekemvri 2004 godina, Skopje : Académie macédonienne des sciences et des arts.

HADŽITASKOS Alekos, 2002, « L'anatomie d'un massacre », *Eleftherotypia*, 27/10/2002.

HADŽITASKOS Alekos, 1962, « La destruction de Mesovouno » [en grec], *Ethniki Antistasi*, 1^{er} recueil.

INSTITUTE OF NATIONAL HISTORY, 1979, *A History of Macedonian People*, Skopje, pp. 308-311.

KOFOS Evangelos, 1964, *Nationalism and Communism in Macedonia*, Salonique: IMXA.

KOFOS Evangelos, 1989, *The Impact of the Macedonian Question on Civil Conflict in Greece*, Athènes: ELIAMEP.

KOFOS Evangelos, 1989, « La dimension balkanique de la question macédonienne pendant l'Occupation et la Résistance » in H. FLEISCHER, N. SVORONOS, *la Grèce en 1936-1944 : Dictature, occupation, Résistance* [en grec], Athènes : MIATE, p. 418-471.

KOFOS Evangelos, 1992, « La question macédonienne de la Seconde Guerre mondiale à nos jours » in KOLIOPOULOS I., CHASIoTIS I., *la Macédoine moderne et contemporaine* [en grec], Athènes-Salonique : Epikendro, vol. 2.

KOFOS Evangelos, 1998, « la question macédonienne dans les rapports entre PCY et PCG vers la fin de 1944 : la mission d'A. Tzimas chez Tito » in *Macédoine et Thrace, 1941-1944 : Occupation, Résistance, Libération*, Actes du colloque international [en grec], Salonique, p. 125-156.

KOFOS Evangelos, 1999, « La question macédonienne comme catalyseur de la guerre », *Vima tis Kiriakis*, 17/10/1999.

KŌSTŌPOULOS Tásos, 2000, *la Langue interdite : répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque* [en grec], Athènes : Mavri Lista.

KŌSTŌPOULOS Tásos, 2003, « Comité des forces de l'Axe en Macédoine et Ochraha : une première approche », *Archeiotaxio*, 5, Athènes, p. 40-51.

- KÖSTÓPOULOS Tásos, 2003, "Counting the 'Other': Official Census and Classified Statistics in Greece (1830-2001)", *Jahrbücher für Geschichte und Kultur Südosteuropas*, no 5, pp. 73-74.
- KÖSTÓPOULOS Tásos, 2005, *la Mémoire autocensurée, les Bataillons de sûreté et la loyauté nationale d'après-guerre* [en grec], Athènes : Philistor.
- KÖSTÓPOULOS Tásos, 2007, *Guerre et purification ethnique* [en grec], Athènes : Vivliorama.
- KÖSTÓPOULOS Tásos, 2009, « La question macédonienne dans les années 40 », in Christos CHADZIOSIF, *Histoire de la Grèce du XX^e siècle : reconstruction, guerre civile, restauration, 1945-1952* [en grec], Athènes : Vivliorama, p. 363-411.
- KÖSTÓPOULOS Tásos, 2011, « La guerre civile macédonienne de 1903-1908 et ses représentations dans l'historiographie nationale grecque », *Cahiers balkaniques*, n° 38-39, <http://ceb.revues.org/835> [consulté le 17 juin 2014], DOI : 10.4000/ceb.835.
- KOTZAGEORGI-ZYMARI Xanthippi, 2000, (éd.), *l'Occupation bulgare en Macédoine orientale et en Thrace 1941-1944* [en grec], Salonique : Paratiritis, p. 51-53.
- LADAS Stephen, 1932, *The Exchange of Minorities: Bulgaria, Greece and Turkey*, New York: Macmillan.
- LECLERC Jacques, 2006, *l'Aménagement linguistique dans le monde*, Québec : TLFQ, Université Laval.
- MICHAÏLIDIS Iakovos, 2002, « "Monarchofascistes" et combattants macédoniens slaves » in NIKOLAKOPOULOS Ílias, RIGOS Alkis, PSALLIDAS Grigoris, *la Guerre civile de Varkiza à Grammos, février 45-août 49* [en grec], Athènes : Thémelio, p. 115-124.
- PALLIS Alexandros, 1925, "Racial Migrations in the Balkans during the years 1912-1924", *The Geographical Journal*, 66/4, p. 315-331.
- PAPADIMITRIOU Dimitris, 2006, *Du peuple des citoyens loyaux à la nation des nationalistes : la pensée conservatrice en Grèce, 1922-1967* [en grec], Athènes : Savvalas.
- PEJOSKA-BOUCHEREAU Frosa, 1994, « L'émigration macédonienne (La Pečalba) : une nouvelle forme d'initiation ou Du fait social à la coutume », *l'Intranquille* n° 2/3, Paris, p. 175-310 (version intégrale revue).
- PEJOSKA-BOUCHEREAU Frosa, 1996, « L'émigration macédonienne (La Pečalba) : une nouvelle forme d'initiation ou Du fait social à la coutume », in Maria DELAPERRIÈRE *Littérature et Émigration*, Paris : Institut d'études slaves, p. 41-59.
- PEJOSKA-BOUCHEREAU Frosa, 2009, « Politiques linguistiques, apprentissage des langues et francophonie en Europe centrale et orientale » in Thomas SZENDE, *les Défis de la diversité*, Paris : Édition des archives contemporaines, p. 27-48.
- PENTZOPOULOS Dimitris, 1962, *The Balkan Exchange of Minorities and its Impact on Greece*, Paris-La Haye.
- POULTON Hugh, 1993, *The Balkans: Minorities and States in Conflict*, Minority Rights Group.
- POULTON Hugh, 1995, *Who are the Macedonians?* Bloomington: Indiana University Press.
- ROSSOS Andrew, 1997, "Incompatible Allies: Greek Communism and Macedonian Nationalism in the Civil War in Greece, 1943-1949", *The Journal of Modern History* 69 (3/1997), pp. 41-76.
- SFETAS Spyridon, 1996, « Alliés non désirés et adversaires hors contrôle : les rapports entre PCF et NOF pendant la guerre civile (1946-1949) » [en grec], *Mélanges balkaniques*, vol. 8, Salonique : IMXA, p. 213-246.

SFETAS Spyridon, 1998, « Mouvements indépendantistes des slavophones en 1944 : la position du PCG et la préservation des frontières gréco-yougoslaves » in *Macédoine et Thrace, 1941-1944 : Occupation, Résistance, Libération*, Actes du colloque international [en grec], Salonique, p. 125-156.

SFETAS Spyridon, 2003, *la Formation de l'identité macédonienne slave : un processus douloureux* [en grec], Salonique : Vanias.

SKANDALAKIS Ioannis, 1945, *Angoisses et peurs* [en grec], Athènes.

SKOULARIKI Athéna, EMPEIRIKOS Léonidas, 2008, « L'«irrédentisme de Skopje» ou la dimension minoritaire tue de la question macédonienne », *Avgi*, 20/04/08.

THÉOCHARIDIS Dimitris, 1968, *la Macédoine dans les flammes (octobre 44-février 45)* [en grec], Athènes : Athina.

VARDA Christos, 1993, « Aspects de l'assimilation politique en Macédoine occidentale dans l'entre-deux-guerres » [en grec], *Ta Istorika*, vol. 10, numéros 18/19, p. 151-171.

VOURNAS Thanasis, 2004, *Histoire de la Grèce moderne et contemporaine*, vol. 4, *la Guerre civile* [en grec], Athènes : Patakis.

WURFBAIN André, 1930, *l'Échange gréco-bulgar des minorités ethniques*, thèse, Genève : Payot.

ZAFIROPOULOS Dimitris, 1949, *le PCG et la Macédoine* [en grec], Athènes.

ZAFIROPOULOS Dimitris, 1949, *The Conspiracy against Greece*, Athènes.

Sites internet

VAN BOESCHOTEN Riki, 2001, « Usage des langues minoritaires dans les départements de Florina et d'Aridea (Macédoine) », *Identités, Mémoires, Représentations*, Strates, n° 10, « Villageois et citadins de Grèce » <http://strates.revues.org/381?&id=381> [consulté le 3 février 2016]

SKOULARIKI Athéna, 2008

[http://www.academia.edu/7253203/La_querelle_des_noms_](http://www.academia.edu/7253203/La_querelle_des_noms_L_identite_disputee_des_slavophones_en_Macedoine_grecque)

[L_identite_disputee_des_slavophones_en_Macedoine_grecque](http://www.academia.edu/7253203/La_querelle_des_noms_L_identite_disputee_des_slavophones_en_Macedoine_grecque) [consulté le 29 juin 2014]

KŌSTŌPOULOS Tásos, 2011, *la Grèce des autres* [en grec]

www.aformi.gr/2011/01/η-ελλάς-των-άλλων/ [consulté le 3 février 2016]

Research Centre of Multilingualism

<http://www.uoc.es/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html> [consulté le 3 février 2016]

ELEFTHEROTYPIA du 27 octobre 2002

<http://www.iospress.gr/ios2002/ios20021027b.htm> [consulté le 3 février 2016]

Film

ANGELOPOULOS Théo, 1991, *le Pas suspendu de la cigogne*, Florina.

ANNEXES

Témoignages filmés par nos soins en République de Macédoine

Entretiens oraux effectués en République de Macédoine en décembre 2010. Le nom des témoins est accompagné de leur date et lieu de naissance quand on dispose de cette information.

À Skopje :

1.	Nikola Kajrevski, 1943, Sveti Germa/Agios Germanos, avocat, vidéo.
2.	Evdoxia Tsouli, Chuleva, 1927, Bobicha/Verga, Kastoria, prisonnière politique à Avéroff, deux enregistrements dont une vidéo.
3.	Dimitrios Ougrinis, Ugrinovski, combattant communiste de l'ELAS et de l'Armée démocratique.
4.	Stojan Trajko Dilakov, 15/06/1942, Bojarsko/Loutraki, Edessa, Grèce, habitant à Stip depuis 1951.
5.	Nikolaos Nikodimos, Aridéa (Pella), 1942, père Skinias.
6.	Achileas Petridis, Petrovski, 1938, Milasi.
7.	Jane Bandevski, 05/02/1937, Orovo.
8.	Giorgii (Goce) Kanzurov, Setina/Skopos, 14/09/1940 : deux enregistrements dont une vidéo.
9.	Gjorgi Donevski, président de l'association, Bapchor/Poimenikon, (Kastoria), 04/02/1935, non enregistré sous format vidéo.
10.	Sofia Skenteri/Kronevska, elle a lu son texte.
11.	Lenche, Eleni Gacova, née Brzovska, 20/08/1941, Tchegan/Agios Athanassios, plusieurs distinctions en tant que professeur.
12.	Pece Brzovski, 11/05/1958, Tchegan/Agios Athanassios.
13.	Slobodanka Tanulevska, 8/07/1928, Bapchor/Poimeniko.
14.	Aleksandra Khandova/Kuluveova, 23/02/1931, Bapchor/Poimeniko.
15.	Gjorgi Tanulevski (Giorgos Thanoulis), 22/09/1922, Asarbegovo/Asarvéi/Drosero (Yiannitsa).
16.	Chrysostomos Pejkos (Béikos), garde du corps de Zachariadis, 15.06.1926.
17.	Ioanna Yannou/Stoja Vulcanovich, Roudari/Kallithéa, 9/10/1928, institutrice, mère adoptive de nombreux orphelins.

À Demir Kapija :

18.	Marija Belova, 13 juin 1931, Bojarsko/Ano Loutraki (Staravina, Gradeschnitsa, Sombor), (Voïvodine).
19.	Dimitri Katarov, 19/05/1934, Bojarsko/Ano Loutraki, beau-frère de Madame Stergiani Bino, Staravina, Gradeschnitsa, Sombor (Voïvodine).

20.	Stergiani Bino, Trajanka Katarova, 24/08/1934, Dolno Bojarsko/Kato Loutraki, Mrejitchko, Stip.
21.	Menka Kotcheva-Smrekova, Dolno Bojarsko/Kato loutraki, 1937.
22.	Mladen Petrov, 15/07/1966 à Negotino, président de l'association Agéi Prosek, enfant de réfugiés politiques.
23.	Paschalina (Velika) Saklamaeva (Saklamas) (nom de jeune fille) nom marital Vatal Roberti.
24.	Alexandra Sebesi (Sebesova), 8/11/1930, Marina (Tsakoulevo).

NOTES

1. Voir l'ensemble des chiffres dans Joëlle DALÈGRE et Ménélaos TZIMAKAS, 2015, *les Populations de la Macédoine grecque au XX^e siècle*.

2. Rappelons que « le macédonien et le bulgare constituent le sous-groupe oriental des langues slaves méridionales. Le macédonien n'a acquis une forme littéraire standard qu'en 1944 sur la base des variétés dialectales de Prilep et de Veles. Il est évident que, dans l'aire géographique plus large de ces deux langues, et notamment en Macédoine grecque, sont parlées plusieurs variétés dialectales plus ou moins proches des deux langues officielles, comme cela se produit du reste dans des cas analogues de langues relevant du même groupe. La langue macédonienne officielle, telle qu'elle s'est constituée, est relativement éloignée du bulgare au point qu'on peut parler d'une langue autonome qui ne saurait être "confondue" avec un dialecte bulgare. Néanmoins, les premières formes écrites de variations macédoniennes de la langue sont les textes de l'ancienne langue ecclésiastique slavonne (celle qu'écrivirent Cyrille et Méthode). » (*Research Centre of Multilingualism*, <http://www.uoc.edu/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html> [consulté le 3 février 2016]). Voir également Riki VAN BOESCHOTEN, 2001, « Usage des langues minoritaires dans les départements de Florina et d'Aridea (Macédoine) », *Identités, Mémoires, Représentations*.

3. Sur l'action de l'ORIM, la tendance autonomiste et la tendance bulgarophile ou suprématiste en Macédoine et les premières tentatives d'expression autonomes dans les choix de langue, voir <http://www.uoc.edu/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html>, *Research Centre of Multilingualism* : « L'ORIM qui fut constituée en 1893 adopte comme slogan : "la Macédoine aux Macédoniens". Bien entendu, la Bulgarie avait soulevé la question de l'indépendance de la Macédoine dès 1878. Dans les élites, deux tendances apparaissent : l'une qui se prononce en faveur de l'autonomie et de l'identité nationale autonome et intègre également des revendications sociales, et la seconde, la tendance bulgarophile, qui est incarnée par ceux que l'on appelle les "Vrhovistes" ou suprématistes (de *vrhoven* = suprême), rangés sous la bannière du "Comité suprême macédonien", fondé en 1895. [...] Il convient toutefois de signaler que, dès 1850, se font jour des tendances à l'autonomisation par rapport à la langue officielle bulgare, du reste fondée sur des dialectes plus septentrionaux, tendances qui se traduisent par une première tentative pour traduire l'Évangile dans la variété dialectale de Gouménissa-Yannitsa ». Nous pourrions ajouter que la conscience d'une appartenance nationale intervient à des temps similaires pour l'ensemble des peuples de la région.

4. Voir l'article d'Athéna SKOULARIKI, consulté le 29 juin 2014 sur le site http://www.academia.edu/7253203/La_querelle_des_noms_

L'identité disputée des slavophones en Macédoine grecque : « Vers la fin du [XIX]^e siècle, toutefois, selon les sources de l'époque, les habitants de la région se disaient Macédoniens en faisant référence à leur pays d'origine. Le terme n'avait pas encore un sens ethnique. La guerre de propagande entre le Patriarcat grec orthodoxe et l'Exarchat bulgare avait comme cible précisément les populations slavophones qui oscillaient entre ces deux camps antagonistes en fonction des rapports de force. L'engagement dans le conflit armé de 1903-1908 a été, de toute évidence, une expérience catalytique pour la consolidation chez de nombreux slavophones de l'identité grecque ou bulgare. Cependant, à l'intérieur du mouvement exarchiste, l'objectif de l'intégration de la Macédoine à la Bulgarie ne faisait pas l'unanimité. L'idéologie de l'émancipation nationale avait conduit certains intellectuels et une fraction de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne à privilégier une voie autonomiste ».

5. Sur l'expérimentation de nouvelles stratégies d'exclusion ou de répression sur les populations macédoniennes (avant leur généralisation à l'ensemble de la population) et ce tout au long du XX^e siècle, voir l'interview filmée de Tásos KŌSTŌPOULOS, *la Grèce des autres* [en grec], www.aformi.gr/2011/01/η-ελλάς-των-άλλων/. Les travaux de KŌstŏpoulos sur le macédonien, langue interdite, ont largement été utilisés dans la documentation de cet article. Nous tenons à le remercier pour nos échanges féconds.

6. Voir Frosa PEJOSKA-BOUCHEREAU, 1994, « L'émigration macédonienne (la Pečalba) : une nouvelle forme d'initiation ou Du fait social à la coutume », in *l'Intranquille* n° 2/3, p. 175-310 (version intégrale revue) ; 1996, « L'émigration macédonienne (la Pečalba) : une nouvelle forme d'initiation ou Du fait social à la coutume », in Maria DELAPERRIERE, *Littérature et Émigration*, p. 41-59.

7. PEJOSKA-BOUCHEREAU, « Politiques linguistiques apprentissage des langues et francophonie en Europe centrale et orientale », in Thomas SZENDE, 2009, *les Défis de la diversité*, p. 27-48 et plus précisément p. 40.

8. À ne pas confondre avec les réfugiés bulgarophones venus de l'actuelle Thrace bulgare. En nombre limité, ils sont déjà assimilés à l'identité grecque avant de rejoindre le pays. Aujourd'hui, ils sont installés essentiellement en Thrace, mais aussi en Macédoine, par exemple à Mitroussi (département de Serres). Il existe d'autres populations slavophones résiduelles qui n'ont pas quitté la Thrace. Parfaitement intégrées à la culture grecque, elles habitent deux ou trois villages du département de l'Évros. Dans les deux groupes cités, seuls les sujets les plus âgés parlent désormais le bulgare. Enfin, il convient de mentionner les « Trakatroukides », réfugiés d'Asie Mineure. Ils parlent un idiome de la région de Mégléna pratiqué par tous les sujets âgés de plus de 50 ans. Ils se rencontrent encore dans deux villages du département du Rhodope et à Komotini, dans un village du département de Xanthi, un village du département de Thessalonique, un village du département de Drama, un village près de Yannitsa et dans cinq villages du département de Kilkis, ainsi que dans la ville de Kilkis même.

9. Le gouvernement grec continue de manière ininterrompue sa tentative de faire disparaître toute trace de la pluralité ethnique et linguistique du pays : « Depuis 1977, tous les noms de lieux et nom de rues de trois préfectures où les Turcs sont concentrés ont été changés : les noms turcs ont été supprimés et remplacés par des noms grecs. De plus, un décret interdisait l'emploi des anciens noms à des fins officielles sous peine d'amende ou d'emprisonnement. La mention du toponyme ou de l'odonyme turc entre

parenthèses après ou en-dessous de celui en grec a été également interdite par les autorités. Cette pratique a été étendue à tout le pays et il n'existe à l'heure actuelle aucune affiche en une autre langue que le grec ou... l'anglais. En effet, l'affichage en langue anglaise est accepté dans les lieux touristiques pour des raisons pratiques. En fait, cette tolérance ne change en rien la règle de l'unilinguisme grec aux dépens des langues minoritaires du pays (macédonien, bulgare, turc, albanais ou arménien). » (Jacques LECLERC, *l'Aménagement linguistique dans le monde*, Québec : TLFQ, Université Laval, 20 mars 2006).

10. Voir KŌSTŌPOULOS, 2000, *la Langue interdite : répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque* [en grec], et plus particulièrement les chapitres « L'assimilation "naturelle" » (p. 112-162) et « Le terrorisme du "Nouvel État" » (p. 162-180). Pour une présentation des pratiques de purification ethnique dans le contexte balkanique de 1912 à 1922, voir KŌSTŌPOULOS, 2007, *Guerre et purification ethnique* [en grec]. Pour une présentation du traitement de la population macédonienne macédonophone durant l'entre-deux-guerres, voir Christos VARDA, 1993, « Aspects de l'assimilation politique en Macédoine occidentale dans l'entre-deux-guerres » [en grec], *Ta Istorika*, vol. 10, n^{os} 18/19, janvier-décembre 1993, p. 151-171 (pour la période jusqu'en 1936) et Philipp CARABOTT, "The Politics of Integration and Assimilation vis-à-vis the Slavo-Macedonian Minority in Interwar Greece: From Parliamentary Inertia to Metaxist Repression", in Peter MACKRIDGE, Eleni YANNAKAKIS (eds.), 1997, *Ourselves and the Others, The development of a Greek Macedonian Cultural Identity since 1912*, pp. 59-78.

11. Voir <http://www.uoc.es/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html>, *Research Centre of Multilingualism* : « Entre autres mesures (exils, etc.), est institué le flagrant délit pour quiconque parle sa langue en public, assorti d'une sanction (amende, incarcération, etc.). Bien évidemment, son usage est également interdit dans les maisons. Durant l'occupation, et notamment dans ses premières années, une fraction non négligeable de la population se prononce en faveur des Bulgares. »

12. Voir KŌSTŌPOULOS, 2000, *la Langue interdite : répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque* [en grec], p. 73-80 et également « La guerre civile macédonienne de 1903-1908 et ses représentations dans l'historiographie nationale grecque », *Cahiers balkaniques*, n^o 38-39, <http://ceb.revues.org/835> [consulté le 17 juin 2014], DOI : 10.4000/ceb.835.

13. Alexandre PALLIS, "Racial migrations in the Balkans during the years 1912-1924", *The Geographical Journal*, 66/4 (du 10/1925), p. 315-331 ; Jacques ANCEL, 1930, *la Macédoine : son évolution contemporaine* ; André WURFBAIN, 1930, *l'Échange gréco-bulgare des minorités ethniques* ; Stephen LADAS, 1932, *The exchange of minorities* ; Dimitris PENTZPOULOS, 1962, *The Balkan exchange of minorities and its impact on Greece*.

14. Pour une liste des estimations secrètes des divers services administratifs, militaires ou policiers de l'époque, voir KŌSTŌPOULOS, 2003, "Counting the 'Other': Official Census and Classified Statistics in Greece (1830-2001)", *Jahrbücher für Geschichte und Kultur Südosteuropas*, 5, p. 73-74.

15. KŌSTŌPOULOS, « La guerre civile macédonienne de 1903-1908 et ses représentations dans l'historiographie nationale grecque », *Cahiers balkaniques*, n^o 38-39, <http://ceb.revues.org/835> [consulté le 17 juin 2014], DOI : 10.4000/ceb.835. Voir également KŌSTŌPOULOS, 2000, *la Langue interdite : répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque* [en grec], p. 73-80.

16. Sur le rôle des milices d'extrême droite, voir KŌSTŌPOULOS, 2005, *la Mémoire autocensurée, les Bataillons de sûreté et la Loyauté nationale d'après-guerre* [en grec], p. 130 et (à propos du climat de bonne entente entre milices nationalistes et corps des Bataillons), le chapitre « Rapports affectueux », p. 49-61.
17. Voir Dimitris PAPADIMITRIOU, 2006, *Du peuple des citoyens loyaux à la nation des nationalistes : la pensée conservatrice en Grèce, 1922-1967* [en grec], p. 208.
18. Voir KŌSTŌPOULOS, *la Mémoire autocensurée, les Bataillons de sûreté et la loyauté nationale d'après-guerre*, p. 159.
19. Voir KŌSTŌPOULOS, *la Langue interdite : répression étatique des dialectes slaves en Macédoine grecque*, p. 181-183. Voir également sur l'occupation bulgare, Xanthippi KOTZAGEORGI-ZYMARI (ed.), 2000, *l'Occupation bulgare en Macédoine orientale et en Thrace 1941-1944* [en grec], p. 51-53. Enfin, voir également Athéna SKOULARIKI et Léonidas EMPEIRIKOS, 2008, « L'« irrédentisme de Skopje » ou la dimension minoritaire tue de la question macédonienne », *Avgi*, 20/04/08. Ils montrent bien comment l'EAM a pu constituer une alternative identitaire possible pour des Slavophones lésés par le gouvernement grec, mais idéologiquement opposés aux orientations bulgares.
20. Voir KŌSTŌPOULOS, 2003, « Comité des forces de l'Axe en Macédoine et Ochrana : une première approche », *Archeiotaxio*, 5, p. 40-51. Voir également Ioannis SKANDALAKIS, 1945, *Angoisses et peurs* [en grec], et Nikolaos ANAGNOSTOPOULOS, 1950, *l'Eubée sous occupation* [en grec], t. A : « pour la protection du peuple grec de ses ennemis (internes) divers et variés, [...] la consolidation de la sécurité et de l'ordre publics et la protection de notre régime social (bourgeois) » (p. 314-316). Et, dans une version qui se veut « politiquement correcte », Evangelos KOFOS, 1964, *Nationalism and Communism in Macedonia*, pp. 128-131 et 134-135.
21. Les anciens cadres de l'ORIM de l'entre-deux-guerres ont hésité entre les mouvements de Résistance grec et yougoslave. Le rôle de Tempo a été déterminant dans la mobilisation des populations de la région. Voir Raymondos ALVANOS, février 2011, « La question macédonienne en tant que question politique et “nationale” pendant les années 40 », *Eleftherotypia*.
22. SNOF : Front de libération du peuple slavomacédonien. Ce mouvement loin d'être un phénomène marginal, trouve ses racines idéologiques dans l'engagement de l'entre-deux-guerres des communistes macédoniens, tels que Tsipas, Terpovski, Galabov, Hadjiganev, Ouroumov. Voir INSTITUTE OF NATIONAL HISTORY, 1979, *A history of Macedonian People*, p. 308-311.
23. Voir KŌSTŌPOULOS, « La question macédonienne dans les années 40 », in Christos CHADZIOSIF, 2009, *Histoire de la Grèce du XX^e siècle, Reconstruction, guerre civile, restauration, 1945-1952* [en grec], p. 363-411.
24. Connu sous le nom de « Quartier général de l'Armée de libération nationale et des divisions de guérilla de Macédoine ».
25. Voir ALVANOS, « La question macédonienne en tant que question politique et “nationale” pendant les années 40 ». Précisons tout de même, comme nous l'a fait remarquer Kōstōpoulos, que le monastère Saint Prochore, dans lequel sont posés les fondements de l'État macédonien lors de cette séance, se trouve actuellement (suite à l'indépendance de la Macédoine en 1991, et l'établissement des frontières avec l'État serbe) en Serbie, que la République populaire de Macédoine a changé de nom en même

temps que les autres Républiques en 1943 et que la position pour l'autonomie de la Macédoine ne saurait être considérée comme une ancienne revendication bulgare.

26. Sur les positions de Tito, voir Elisabeth BARKER, 1950, *Macedonia, its place in Balkan power politics*, p. 155-156.

27. Il est intéressant de relever qu'en Grèce, on a moins reproché aux communistes grecs le pacte germano-soviétique (dans la mesure où ces derniers se sont rapidement associés au « non » de Metaxás) et on les a bien plus soupçonnés de connivence avec « les ennemis slaves ».

28. Sur le rôle du SNOF, l'engagement des activistes macédoniens et leurs relations avec les Partis communistes grec et yougoslave, voir les articles d'Evangelos KOFOS, « La question macédonienne dans les rapports entre PCY et PCG vers la fin de 1944 : la mission d'A. Tzimas chez Tito » et de Spyridon SFETAS, 1998, « Mouvements indépendantistes des slavophones en 1944 : la position du PCG et la préservation des frontières gréco-yougoslaves » in *Actes du colloque international « Macédoine et Thrace, 1941-1944 : Occupation, Résistance, Libération »* [en grec], p. 125-156. Voir également l'article au titre évocateur d'Andrew ROSSOS, 1997, "Incompatible Allies: Greek communism and Macedonian nationalism in the Civil War in Greece, 1943-1949", *The Journal of Modern History* 69, (3), pp. 41-76. Pour une approche finalement représentative de l'historiographie grecque officielle, voir également Evangelos KOFOS, 1964, *Nationalism and communism in Macedonia*, pp. 50; 1989, *The impact of the Macedonian question on civil conflict in Greece*.

29. Pour l'enseignement de la langue macédonienne pendant « les années orageuses » de la guerre civile, voir KOSTÓPOULOS, *la Langue interdite*, p. 190-222.

30. Voir Hugh POULTON, 1993, *The Balkans: minorities and states in conflict*, Minority Rights Group, p. 178 et Hugh POULTON, 1995, *Who are the Macedonians?*, p. 110.

31. Sur les rapports entre la Bulgarie et les Macédoniens macédonophones de Grèce, voir l'article de ALVANOS, « La question macédonienne en tant que question politique et "nationale" pendant les années 40 ».

32. Voir BARKER, 1996, *la Macédoine dans les relations et les conflits interbalkaniques*, traduction grecque, p. 137-139 et SFETAS, 2003, *la Formation de l'identité macédonienne slave : un processus douloureux* [en grec], p. 139-142.

33. Dans la correspondance des nationalistes I. Zografos et Ph. Dragoumis, que Kōstópoulos a étudiée, il apparaît clairement que des nationalistes, profondément anticomunistes, « regrettent » les persécutions massives qui touchent indistinctement « tous les slavophones », y compris ceux qui ne se sont pas engagés du côté de l'EAM, ou même qui se sont illustrés par leur « attachement à la Grèce », c'est-à-dire par leur soutien aux forces conservatrices. Voir I. Zografos à Ph. Dragoumis, *Giannitsa*, 26/5/45 (Archives de Philippos Dragoumis, 104/98, extrait cité par KOSTÓPOULOS, *la Langue interdite*, p. 200).

34. Sur la fondation de la République de Macédoine par l'ASNOM et une réflexion sur l'évolution de l'État-nation, voir E. DIMITROV, G. CACA, V. IVANOVSKI (dir.), 1995, *ASNOM, Pedeset godini makedonska država 1944-1994. Prilozi od naučen sobir održan na 17-18 Noemvri 1994*, Skopje : Académie macédonienne des sciences et des arts, Institut d'histoire nationale. Voir également, C. GROZDANOV, B. RISTOVKI, I. KATARDŽIEV, P. ANDREEVSKI, T. ČEPREGANOV (dir.), 2005, *Republika Makedonija 60 Godini po ASNOM*,

Zbornik od naučriot sobir po povod Šeesetgodišnjata od ASNOM ordžan vo Skopje na 15-16 Dekemvri 2004 godina, Skopje : Académie macédonienne des sciences et des arts.

35. Ces organisations d'inspiration communiste luttent pour la reconnaissance de l'identité macédonienne, elles se reconnaissent dans les revendications sociales et politiques du PCG (KKE) et du PC yougoslave et s'opposent parmi les premières aux accords de Varkiza.

36. Sur le soutien antérieur des Yougoslaves, voir Tasos VOURNAS, 2004, *Histoire de la Grèce moderne et contemporaine*, vol. 4 : la Guerre civile [en grec], p. 315 ; sur les conséquences du conflit Staline-Tito, p. 230, 306 et 366.

37. Voir SFETAS, 1996, « Alliés non désirés et adversaires hors contrôle : Les rapports entre PCF et NOF pendant la guerre civile (1946-1949) » [en grec], *Mélanges balkaniques*, vol. 8, p. 213-246.

38. La position du Parti communiste grec sur la question macédonienne a beaucoup évolué. Voir Nikos ALIVIZATOS, 1979, *les Institutions politiques de la Grèce à travers les crises, 1922-1974*, p. 393.

39. Sur les points de divergence et les axes de convergence entre le Parti communiste grec, le Parti yougoslave et la masse des combattants grecs ou slavo-macédoniens, voir Iakovos MICHAÏLIDIS, « “Monarchofascistes” et combattants macédoniens slaves » in Ilias NIKOLAKOPOULOS, Alkis RIGOS, Grigoris PSALLIDAS (eds.), 2002, *la Guerre civile de Varkiza à Grammos, février 45-août 49* [en grec], p. 115-124. Pour une présentation détaillée des différentes positions du PCG, voir Evangelos KOFOS, « La dimension balkanique de la question macédonienne pendant l'Occupation et la Résistance » in Hagen FLEISCHER, Nicolas SVORONOS, 1989, *la Grèce en 1936-1944 : dictature, occupation, Résistance* [en grec], p. 418-471 et « La question macédonienne de la Seconde Guerre mondiale à nos jours » in Ioannis KOLIOPOULOS, Ioannis CHASIoTIS, 1992, *la Macédoine moderne et contemporaine* [en grec], vol. 2, p. 257. Voir également le dossier spécial sur la question macédonienne dans le numéro 11 de la revue *Archeiotaxio*, ASKI, juin 2009, p. 1-160.

40. Voir Iakovos MICHAÏLIDIS, 2002, « “Monarchofascistes” et combattants macédoniens slaves » in NIKOLAKOPOULOS, RIGOS, PSALLIDAS, *la Guerre civile de Varkiza à Grammos*.

41. Voir KOFOS, « La question macédonienne comme catalyseur de la guerre », *Vima tis Kiriakis*, 17 octobre 1999.

42. Pour illustrer la propagande de droite, présentant la Résistance comme une conspiration bulgare, voir Athanasios CHRYSOCHOOU, 1949, *l'Occupation en Macédoine : premier livre, l'action du PCG* [en grec].

43. Voir les propos du préfet Georgantas du 19/10/1941, qui renseigne le ministère de l'intérieur de la tentative d'un « enseignant bulgare » (en réalité résistant macédonien arrêté et torturé par les Bulgares) de « discréditer les Grecs pour montrer la loyauté des Bulgares » ! Il s'agit en réalité d'actes de résistance sévèrement punis par les Allemands (« Mesovouno 23 octobre 1941, l'anatomie d'un massacre », article paru dans le journal *Eleftherotypia* du 27 octobre 2002 et cité sur internet dans la page officielle de Ios tis Kyriakis : <http://www.iospress.gr/ios2002/ios20021027b.htm> [consulté le 3 février 2016]. Pour une description détaillée des représailles allemandes, voir Hagen FLEISCHER, 1979, « Représailles des forces d'occupation allemandes en Grèce » [en grec], *Mnemon* t. 7.

44. L'inspecteur des préfectures Athanasios Chrysochoou et son disciple Emmanouil Grigoriou, ou encore la gendarmerie théorisent cette idée du complot. Voir « La "conspiration bulgarocommuniste" », *Eleftherotypia*, 27 octobre 2002.

45. Sur ces projets en général et plus particulièrement sur un projet prévoyant le déplacement de 15 000 personnes (qui vers la fin de la guerre civile était sur le point d'aboutir, mais a été abandonné *in extremis* faute de financement) voir KOSTOPOULOS, 2011, *la Grèce des autres*.

46. Ces événements ont inspiré Theo Angelopoulos et sont thématiques dans son film *le Pas suspendu de la cigogne*, tourné à Florina en 1991. Le nombre des réfugiés est estimé à 35 000 par Lorin DANFORTH, 1995, *The Macedonian Conflict, ethnic nationalism in a transnational world*.

47. À ce propos, les témoignages filmés de Stojna Vulcanović, d'Evdoxia Tchouleva et de Goce Kanzurov que nous avons recueillis sont très éloquentes. Ces trois Macédoniens (macédonophones) de Grèce se réfèrent au rapport complexe des jeunes enfants slavophones avec leur langue maternelle qu'ils étaient contraints de ne pas utiliser. Ils évoquent aussi la crainte de certains parents de transmettre le macédonien à leurs enfants.

48. Voir KOSTOPOULOS, 2011, *la Grèce des autres*.

49. Le droit grec, en son article 19 du code de la nationalité, prévoyait que les ressortissants grecs qui n'étaient pas « d'origine grecque » pouvaient être déchus de leur nationalité si, selon les autorités, ils quittaient la Grèce « définitivement » et ce, même si ces personnes avaient été contraintes à partir. L'appréciation du caractère définitif de leur départ incombait aux seules autorités, empressées de considérer comme « définitivement parties » les personnes non désirables.

50. PEJOSKA-BOUCHEREAU, 2009, « Politiques linguistiques, apprentissage des langues et francophonie en Europe centrale et orientale », p. 27-48 et plus précisément p. 36-37.

51. PEJOSKA-BOUCHEREAU, 2009, « Politiques linguistiques, apprentissage des langues et francophonie en Europe centrale et orientale », p. 27-48 et précisément p. 41.

52. Voir *Research Centre of Multilingualism* <http://www.uoc.es/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html>.

53. Sur la destruction de son village à deux reprises par les Allemands et leurs collaborateurs, voir « L'anatomie d'un massacre », *Eleftherotypia*, 27 octobre 2002 et, également, Alekos HADŽITASKOS, « La destruction de Mesovouno » [en grec], *Ethniki Antistasi*, 1^{er} recueil, avril 1962.

54. Décret 106841/1982 du 29 décembre 1982.

55. Les témoignages filmés de Goce Kanzurov et de Stojna Vulcanović, Macédoniens macédonophones, nés en Grèce et partis dans le bloc de l'Est pendant la guerre civile, que nous avons recueillis sont très révélateurs des contraintes et des interdictions administratives en vigueur.

56. En octobre 2008, l'artiste Ilias Poulos s'est rendu à Tachkent en Ouzbékistan pour photographier et interviewer les derniers survivants des 12 000 combattants de gauche qui, à la fin de la guerre civile grecque de 1946-49, ont été acheminés vers l'Ouzbékistan soviétique. De nombreux Macédoniens macédonophones nés en Grèce s'y trouvaient sans la possibilité juridique de retourner dans leur pays natal.

57. L'ECRI note que les autorités grecques sont « davantage disposées à reconnaître l'existence de groupes minoritaires en Grèce, tels que les Pomaks ou les Roms, et notamment le fait que certains membres de ces groupes ont une langue maternelle autre que le grec. Toutefois, d'autres groupes rencontrent encore des difficultés, tels que les Macédoniens ou les Turcs. Encore aujourd'hui, les personnes qui souhaitent exprimer leur identité macédonienne, turque ou autre sont confrontées à l'hostilité de la population. Elles font l'objet de préjugés et de stéréotypes et souffrent parfois de discrimination notamment dans l'emploi. Dans l'affaire Sidiropoulos, les instances juridiques grecques avaient refusé, en 1994, l'appel du « Foyer [ou Maison] de la civilisation macédonienne » du fait qu'« il n'existait pas de minorité macédonienne » et que l'association mettait en danger « l'intégrité territoriale du pays ». La Commission européenne des droits de l'homme, le 24 juin 1996, a jugé recevable cet appel. Le 10 juillet 1998, la Cour européenne des droits de l'homme avait reconnu que le refus d'enregistrer l'association « Maison de la civilisation macédonienne » constituait « une atteinte à la liberté d'association telle que garantie par l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme ». Texte cité par PEJOSKA-BOUCHEREAU, 2009, « Politiques linguistiques apprentissage des langues et francophonie en Europe centrale et orientale », p. 27-48 et plus précisément p. 38.

58. Sur la perception de la question macédonienne par l'idéologie conservatrice depuis la guerre civile jusqu'aujourd'hui, voir quelques ouvrages représentatifs de l'anticommunisme d'État : Dimitris ZAFIROPOULOS, 1949, *le PCG et la Macédoine* [en grec]; ZAFIROPOULOS, 1949, *The Conspiracy against Greece*; Evangelos AVEROF TOSITSAS, 1974, *le Feu et la Hache – la Grèce 1946-1949* [en grec]; Nicholas GAGE, 1983, *Eleni* [en grec]; Dimitris THÉOCHARIDIS, 1968, *la Macédoine dans les flammes (octobre 44-février 45)* [en grec]; Athanasios FRONTISTIS, 1977, *Organisation de Libération panhellénique* [en grec]. Pour une vision diamétralement opposée, émanant cette fois-ci des vaincus, voir Thanasis ANAGNOU, 1998, *Dans les forteresses de la lutte : avec l'Armée démocratique de Grèce* [en grec]; Vasilis APOSTOLOPOULOS, 1995, *Chronique d'une épopée : l'Armée démocratique en Grèce centrale* [en grec].

59. Pour avoir un aperçu du dernier recensement en date de 1951 et d'une interprétation de ces données, voir le travail de PEJOSKA-BOUCHEREAU, 2009, « Politiques linguistiques, apprentissage des langues et francophonie en Europe centrale et orientale », p. 27-48 et plus précisément p. 30 : « Les tableaux schématiques présentent neuf minorités et huit ou neuf minorités sur le plan linguistique (selon que le macédonien est considéré comme une langue ou comme un dialecte du bulgare), comportant environ un million de personnes. [...] Slaves macédoniens : 40 000-50 000 (en Macédoine centrale et occidentale); Bulgares : 30 000 (en Macédoine orientale); Pomaques : 30 000-40 000 (Thrace). Selon Jacques LECLERC, il est difficile de savoir précisément combien de locuteurs parlent le macédonien et le « bulgare » en Grèce du Nord, car beaucoup de slavophones auraient délaissé leur langue pour le grec. Le chiffre probable, selon lui, atteindrait les 250 000 ou 300 000. 77 % des Gréco-Macédoniens auraient une connaissance du macédonien. Il serait probable aussi que quelque 30 000 Gréco-Bulgares puissent parler le bulgare. Toutefois, jusqu'en 1951, le fait que la langue macédonienne soit incluse dans les trois recensements nationaux avec chaque fois des appellations différentes : macédonno-slave, slave, ou encore bulgare constitue une reconnaissance de facto, même si légalement elle n'était pas reconnue et même si le chiffre des locuteurs de cette langue « slave » était largement minimisé ».

60. Euromosaic précise que « Les sous-groupes dialectaux parlés en Macédoine grecque sont au nombre de trois : celui de Serrès-Drama, celui du bas Vardar (Axios) et celui de Kastoria-Florina. Chacun d'entre eux comprend nombre de variations. La compréhension mutuelle ne pose pas de problèmes particuliers. Les locuteurs appellent leur langue le makedonski en Macédoine occidentale et centrale. En Macédoine orientale, et dans certaines régions de Macédoine occidentale, la plupart, bien qu'ils aient connaissance de ce dernier terme, on plutôt recours à l'appellation de bu(l)garski*. Les idiomes qui sont parlés aujourd'hui en Grèce comportent des emprunts au grec, surtout au niveau du lexique. » <http://www.uoc.edu/euromosaic/web/document/macedoni/fr/i1/i1.html> [consulté le 3 février 2016].

61. Lewis CARROLL, « De l'autre côté du miroir », *Alice aux pays des merveilles*, Paris : Gründ, p. 311-312.

RÉSUMÉS

La langue macédonienne, très répandue dans le nord de la Grèce dans les années 1930, où une importante minorité slavophone la pratique, fait l'objet d'une répression étatique systématique sous la dictature de Metaxás (1936-1941) qui en interdit l'enseignement et toute forme de transmission intrafamiliale. Les différentes pratiques d'interdit s'inscrivent dans un nationalisme d'État qui promeut l'idéal d'une société unilingue et mono-confessionnelle. Pendant l'occupation nazie et la guerre civile qui s'ensuivit, la résistance procommuniste d'abord, et les forces de l'Armée démocratique par la suite, favorisèrent l'enseignement du macédonien et soutinrent les revendications identitaires des populations slavophones. La didactique de la langue macédonienne dans ces conditions constitua un enjeu politique majeur, s'inscrivant dans une tentative de modifier les rapports de domination de la période précédente et de mettre en place des dispositifs reconnaissant l'égalité des droits des minorités linguistiques et culturelles. La victoire des forces royalistes en 1949 mit un terme à ce mouvement d'émancipation et signa le retour à des pratiques de stigmatisation des locuteurs macédoniens, assimilés à des « ennemis de la nation grecque ».

The Macedonian language, widespread, during the 30' in Northern Greece as the main language of an important slavophone minority, is systematically repressed by the Greek state under the Metaxas dictatorship (1936-1941) as it is forbidden to teach it and even to speak it in intrafamily context. The different modes of interdiction are inscribed into a state nationalism that promotes the ideal of a monolingual and mono-religion Greece. During the Nazi Occupation and the following Civil War, the pro-communist Resistance and, after her, the Democratic Army, promoted the teaching of Macedonian and sustained the identity claims of the slavophones populations. Teaching Macedonian became, in this context, a major political issue, as an attempt to change the pre-war relations of domination and to set up means to recognize equal rights to linguistic and cultural minorities. The Royalist victory in 1949 put an end to this emancipation movement and marked the return to stigmatization of Macedonian speakers as "enemies of the Greek Nation".

Η μακεδονική γλώσσα, ομιλούμενη σ'όλη τη Βόρεια Ελλάδα στα χρόνια του 30, σαν γλώσσα της σλαβόφωνης μειονότητας, καταστέλλεται συστηματικά από το ελληνικό κράτος κατά την διδακτορία του Μεταξά [1936-1941] αφού απαγορεύεται η διδασκαλία της, ακόμη και η χρήση της σε δια-οικογενειακές σχέσεις. Οι διαφορετικές απαγορεύσεις εντάσσονται σε ένα κρατικό εθνικισμό ο οποίος θέλει να χτίσει μία μονογλωσσική και μονοθρησκευτική Ελλάδα. Κατά την Κατοχή και τον Εμφύλιο, η προ-κομμουνιστική Αντίσταση και ο Δημοκρατικός Στρατός αργότερα ενθάρρυναν την διδασκαλία της Μακεδονικής γλώσσας και τις αξιώσεις των Σλαβοφώνων για αναγνώριση της ταυτότητάς τους. Η διδασκαλία της Μακεδονικής έγινε σ'αυτό το πολιτικό περιβάλλον ένα μείζον πολιτικό ζήτημα σαν προσπάθεια να αλλαχθούν οι προπολεμικές σχέσεις κυριαρχίας και να αναγνωριστούν η ισονομία και τα γλωσσολογικά και πολιτισμικά δικαιώματα των μειονοτήτων. Η νίκη των Βασιλικών το 1949 σημάδεψε το τέλος αυτού του κινήματος χειραφέτησης και το στιγματισμό των Σλαβοφώνων σαν εχθρούς του Ελληνικού Έθνους.

INDEX

Keywords : Nationalism, Macedonian minority, Minority Rights, Macedonian language

motsclestr Milliyetçilik, Makedon azınlık, Azınlık hakları, Makedon dili, Yunanistan, Makedonya, Yirminci yüzyıl, Tarih

motsclesel Εθνικισμός, Μακεδονική μειονότητα, Δικαιώματα των μειονοτήτων, Μακεδονική γλώσσα, Ελλάδα, Μακεδονία, Εικοστός αιώνας, Ιστορία

Mots-clés : nationalisme, nationalisme, minorité macédonienne, minorité macédonienne, droits des minorités, droits des minorités, langue macédonienne, langue macédonienne

Thèmes : Histoire

motsclesmk НАЦИОНАЛИЗМОТ, МАКЕДОНСКОТО МАЛЦИНСТВО, МАЛЦИНСКИТЕ ПРАВА, ГРЦИЈА, МАКЕДОНИЈА, ДВАЕСЕТТИОТ ВЕК, ИСТОРИЈА

Index géographique : Grèce, Macédoine

Index chronologique : vingtième siècle

AUTEUR

CHRISTINA ALEXOPOULOS

CREE, Inalco, Sorbonne Paris Cité